

UN BILAN DE LA PROSPECTIVE AFRICAINE

Volume 1
SYNTHÈSE

Étude réalisée par :

Adrien AKANNI-HONVO
Anne ANDROUAI
Marie-Odile BLANC
Vincent GÉRONIMI
Fabienne KERVAREC
Anne-Catherine LA ROCHEBROCHARD
Alain LÉON
Véronique MASSENET
Abel MAYEYENDA
Anne NÉPLAZ
Jean-Pierre NYS
Naïma PAGÈS
Guy POURCET
Frédérique SAME EBOKO
Jean-Claude VEREZ

**dans le cadre
du CERED/CERNEA
et**

sous la direction de :
Philippe HUGON
Olivier SUDRIE

Septembre 1999

Cette étude est un document interne établi à la demande du ministère des Affaires étrangères. Les commentaires et les analyses développées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent en aucun cas une position officielle.

Tous droits d'adaptation, de traduction et de reproduction par tous procédés, y compris la photocopie et le microfilm, réservés pour tous les pays

© Ministère des Affaires étrangères, 2000
ISSN : 1160-3372
ISBN : 2-11-091308-8

AVANT-PROPOS

Cette étude, réalisée par le CERED-CERNEA à la demande du ministère des Affaires étrangères, a pour objectif de réaliser un bilan des travaux de prospective africaine menés au cours de la dernière décennie.

L'étude se compose de deux volumes.

Le **volume 1** apporte des éléments de réponse à quatre questions :

1. Pourquoi réaliser des études prospectives sur l'Afrique ? (les objectifs)
2. Comment réaliser de telles études ? (les méthodologies)
3. Quelles études ont été publiées ? (une bibliographie sélective).

Le **volume 2** (Annexes) est consacré au recensement des institutions, publiques et privées, réalisant des analyses prospectives. Il apporte des compléments de réponse à la troisième question en regroupant des fiches bibliographiques sur les principales études prospectives réalisées sur l'Afrique.

Ce document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle de la part du maître d'ouvrage. Les propos exprimés dans ce document n'engagent que le CERED-CERNEA.

Cette étude a été réalisée dans le cadre du CERED-CERNEA de l'Université Paris X-Nanterre. Elle a été dirigée par Philippe HUGON, Professeur à l'Université Paris X-Nanterre et par Olivier SUDRIE, Maître de Conférences à l'Université de Versailles-Saint Quentin.

Elle a été réalisée par :

Adrien AKANNI-HONVO : Maître de Conférences à l'Université de Brest

Anne ANDROUAIS : Chercheur CERED

Marie-Odile BLANC : Doctorant CERED

Vincent GERONIMI : Maître de Conférences, Université de Versailles-Saint Quentin

Fabienne KERVAREC : Enseignante, Université de Brest

Anne-Catherine LA ROCHEBROCHARD : Chercheur CERED

Alain LEON : Maître de Conférences, Université de Rennes I

Véronique MASSENET : Ministère de l'Agriculture

Abel MAYEYENDA : Chercheur CERED

Anne NEPLAZ : Chercheur CERED

Jean-Pierre NYS : Consultant

Naïma PAGES : Doctorant CERED

Guy POURCET : Maître de Conférences, Université de Paris X-Nanterre

Frédérique SAME EBOKO : Chercheur CERED

Jean-Claude VEREZ : Professeur à Istanbul

Ce rapport a été mis en forme par Marie-Line PRIOT.

SOMMAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉTUDE

VOLUME 1

1. DOCUMENT DE SYNTHÈSE

Synthèse de l'étude.....	9
Résumé.....	13
1.1 Pourquoi réaliser des études prospectives ?	15
1.1.1. Les enseignements de la rétrospective.....	17
1.1.2. La nécessité d'un regard sur la longue période.....	20
1.2 Comment réaliser des études prospectives ?	23
1.2.1 Les différentes manières de parler du futur.....	25
1.2.2 La multiplicité des méthodes.....	27
1.2.2.1 La méthode des scénarios.....	28
1.2.2.2 Les techniques de la prévision à long terme.....	31
1.2.2.3 Futurologie et « histoire raisonnée ».....	33
1.2.2.4 Le fil d'Ariane d'une force motrice.....	33
1.3 Quelles études prospectives ?	35
1.3.1 Ouvrages.....	37
1.3.2 Revues de prospective.....	43
1.3.2.1 Revue « Futures ».....	43
1.3.2.2 Revue « Futuribles ».....	46
1.3.2.3 Autres revues africanistes susceptibles de publier des articles de prospective	47
1.4 Quelques études méthodologiques	49
1.4.1 Les méthodes de l'analyse prospective.....	51
1.4.2 Une application de la méthode des scénarios.....	56
1.4.3 La méthode des aspirations.....	63
1.4.4 L'histoire raisonnée.....	69
1.4.5 Le fil d'Ariane d'une force motrice.....	73
1.5 Termes de références	85

VOLUME 2 • ANNEXES

2. LES CENTRES DE RECHERCHE ET DE PRODUCTION SCIENTIFIQUE

2.1 Centres de prospective globale	13
2.1.1 Organismes internationaux.....	15
2.1.2 Organismes régionaux.....	33
2.1.3 Organismes nationaux.....	45
2.1.4 Organismes privés de prévisions et de prospectives africaines.....	85
2.2 Centres de prospective sectorielle	91
2.2.1 Agriculture.....	93
2.2.2 Démographie.....	103
2.2.3 Education.....	109
2.2.4 Emploi.....	115
2.2.5 Energie.....	117
2.2.6 Santé.....	125
2.2.7 Transport.....	141
Adresses.....	143

3. RECENSEMENT DES ETUDES PROSPECTIVES

3.1 Perspectives mondiales ayant des incidences sur l'Afrique	155
3.1.1 Impact de l'économie mondiale sur l'Afrique.....	157
3.1.2 Impact de la régionalisation sur le devenir de l'Afrique.....	165
3.1.3 Impact des accords et des arrangements institutionnels sur l'Afrique.....	183
3.2 Les prospectives générales sur l'Afrique	195
3.3 Les prospectives nationales	217
3.4 Les prospectives sectorielles	235
3.4.1 L'agriculture.....	237
3.4.2 La démographie.....	245
3.4.3 L'éducation.....	255
3.4.4 L'emploi.....	263
3.4.5 Energie, matières premières.....	273
3.4.6 L'environnement.....	283
3.4.7 Le financement extérieur.....	299
3.4.8 La santé.....	309
3.4.9 Les transports.....	319
3.4.10 La technologie.....	325
3.4.11 L'urbanisation.....	331

SIGLES UTILISES	345
------------------------------	-----

INFORMATION

accessible sur Internet

Compte tenu du volume des informations recueillies sur les centres de recherche et de production scientifique, ainsi que dans le recensement des études prospectives, et aussi de l'intérêt et de la qualité de ces données, l'édition papier a été limitée à quelques dizaines d'exemplaires en privilégiant une édition électronique des annexes (volume 2).

Le lecteur est donc invité à consulter le site web du CERNEA :
www.cernea.org

Une diffusion des annexes est également prévue sous forme de CD-ROM.

SYNTHÈSE DE L'ÉTUDE

L'Afrique sub-saharienne est absente des grandes prospectives mondiales.

L'Afrique sub-saharienne pèse peu au niveau des grands agrégats macro-économiques. Elle représente, pour 10 % de la population du globe, seulement 1 % du PIB mondial, 1 % des investissements directs étrangers et moins de 1,5 % du commerce international. Sur la longue période, le taux de croissance des économies africaines est proche de leur croît démographique. En conséquence, le niveau de vie a tendance à stagner, voire parfois dans certains pays, à chuter au point d'être actuellement à un niveau plus faible que celui atteint au lendemain des indépendances.

A maints égards, l'Afrique est aujourd'hui en position de « hors-jeu » économique. Elle demeure largement à l'écart du mouvement de mondialisation. Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que le continent soit, à l'inverse de l'Asie ou de l'Amérique latine, presque totalement absent des grands scénarios d'évolution possible de l'économie mondiale à long terme.

Si le Monde s'intéresse peu à l'Afrique, l'Afrique en revanche reste tournée vers le monde. De cette configuration déséquilibrée naissent de nouveaux enjeux, géopolitiques d'abord, géo-économiques ensuite :

- L'Afrique demeure stratégique sur le plan géopolitique. Elle représentera, dans moins de vingt ans, plus d'un milliard d'habitants qui seront urbains dans leur grande majorité. En 2020, deux pays (l'Afrique du Sud et le Nigeria) totaliseront une population supérieure à celle de l'Europe d'aujourd'hui. Dans ces conditions, l'Afrique peut devenir un lieu de fortes pressions migratoires externes si les mouvements internes de population sont freinés. Ces pressions ne sont pas indifférentes pour la France, et dans une moindre mesure pour le reste de l'Europe, qui constituent un espace de proximité géographique, culturelle, linguistique et historique.
- Les enjeux géo-économiques apparaissent de second ordre si l'on tient pour acquis (peut être un peu imprudemment) la réalisation à long terme d'un scénario d'intégration économique parfaite à l'échelle de la planète. En revanche, l'enjeu prend toute sa valeur si l'on suppose une fragmentation plus ou moins prononcée de l'économie mondiale en trois ou quatre « blocs ». Dans ce cas, l'Afrique (comme les nations d'Europe centrale et les pays issus de la fragmentation de l'ex-URSS) se situent incontestablement dans la zone d'influence « naturelle » de l'Europe. Le développement économique de l'Afrique devient alors un enjeu majeur. Et le continent ne manque pas de ressources pour cela. Il constitue un réservoir minier et pétrolier appréciable. D'autre part, l'histoire a démontré, contredisant les thèses *afro-pessimistes*, que le continent noir a connu de profondes mutations et a su répondre, dans l'ensemble et avec « les moyens du bord », aux grands défis concernant la satisfaction des besoins essentiels.

La prospective africaine : un impératif pour anticiper certains risques et maîtriser les dynamiques de long terme

La prospective n'a pas pour objectif de prédire l'avenir. Sa fonction principale est de réduire les incertitudes en faisant émerger des « futurs possibles ». Mais, la prospective ne se réduit pas à la fabrication de ces « image de synthèse » du long terme. Elle n'a d'intérêt que si elle aide à construire le futur. Elle doit mettre en évidence les « leviers » sur lesquels il faut agir pour que les futurs souhaitables se réalisent. En mettant en évidence certains risques (politiques, économiques, sociaux...), la prospective doit aussi permettre d'éviter leur réalisation. En d'autres termes, elle constitue un outil précieux d'aide à la décision stratégique (et les militaires ou les grandes firmes l'utilisent bien dans ce sens depuis plusieurs années).

La prospective africaine a eu son heure de gloire, au lendemain des indépendances. L'exercice, très souvent mâtiné de volontarisme, se réalisait alors dans un contexte de planification et d'édification de stratégies de développement impulsées par l'État. A partir des années 1980, la crise et les priorités accordées à la stabilisation à court terme des économies africaines ont dévalorisé l'exercice. Quand il eut lieu (notamment sous l'égide du PNUD), sa fonction était d'être un générateur de rêves et un révélateur d'utopies.

La prospective africaine retrouve aujourd'hui tout son intérêt. En premier lieu, parce que l'on peut admettre, au moins en première analyse, que les économies africaines sont très largement assainies. Dans ce cas, le pilotage à court terme demeure indispensable mais il ne guide pas pour emprunter les routes qui mèneront aux futurs. D'autre part, parce que les nations africaines se trouvent à leur sortie de l'ajustement (qui aura duré près de vingt ans) dans une situation externe et interne très différente de celle du passé. Ces changements structurels sont suffisamment connus pour que l'on se contente ici de les évoquer rapidement. Ils touchent l'environnement géopolitique (fin de la guerre froide et nouvelles relations Est-Ouest), l'environnement géo-économique (développement des échanges dans le cadre de l'OMC, internationalisation des firmes et constitution progressive d'un marché à la fois global et mondial). Mais les changements intervenus depuis 20 ans concernent aussi les doctrines politiques et économiques (renouveau de la pensée libérale, remise en cause du keynésianisme et de l'intervention économique de l'État). D'un point de vue interne, l'Afrique s'est restructurée. De nouvelles configurations sont en train d'apparaître autour de grands pôles tels l'Afrique du Sud dans la zone australe ou le Nigeria en Afrique de l'Ouest. La géographie africaine bouge : où se situeront demain les frontières de la zone d'influence sud-africaine ? Comment évolueront les zones de fracture qui naissent autour de l'Afrique des Grands lacs ? Quel(s) pôle(s) faire émerger à l'Est pour éviter la réalisation de certains scénarios Sud-Sud peu favorables à la stabilité de la Méditerranée ? Enfin, les zones traditionnelles de l'influence française sont fortement remodelées par la construction européenne et par le redéploiement dans le cadre de la zone de solidarité prioritaire.

L'Afrique vient de montrer sa capacité à s'ajuster. Elle se trouve aujourd'hui face à un nombre limité de futurs possibles. Ces futurs africains ne nous sont pas étrangers. Il pourrait être pertinent de les anticiper.

Prospective africaine : s'appuyer tout d'abord sur les études déjà réalisées

Cette étude fait la synthèse des principaux travaux de prospective africaine réalisés depuis dix ans, de leurs méthodes et de leurs résultats. Elle présente également un cadre d'analyse et de réflexion permettant d'élaborer une recherche originale à partir de quelques principes :

- Les spécificités africaines ne peuvent faire de l'Afrique un simple champ d'application de méthodes universelles ;
- Les futurs possibles et souhaitables lointains doivent être liés aux situations passées, présentes et futures proches. Il s'agit de comprendre les cheminements et de repérer les moments de rupture ou de bifurcations ;
- L'analyse prospective doit être globale, à la fois géopolitique, macro-économique et sectorielle. Elle suppose des cadres de cohérence dont la fonction est moins de quantifier les trajectoires futures que de mettre en évidence les contraintes et les risques de rupture ;
- La prospective globale concernant l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne doit s'accompagner de prospectives régionales autour des grands pôles tels l'Afrique du Sud, le Nigeria ou encore des pays présentant des risques de désintégration comme la République démocratique du Congo dans la région des Grands lacs.

Les méthodes de prospective sont plurielles. Elles sont fonction des questions posées par les différents acteurs : autorités gouvernementales, bailleurs de fonds, entreprises privées, ONG... Il n'y a pas de bonnes méthodes prospectives en soi. Il n'y a que des méthodes adaptées aux questions posées.

RÉSUMÉ

Pourquoi réaliser des études prospectives ?

La crise économique et financière qui a touché la majeure partie des pays africains dès le milieu des années 80 a provoqué à un raccourcissement des horizons temporels. La priorité accordée au rétablissement des équilibres financiers à court terme puis à l'ajustement structurel à moyen terme a conduit à négliger les problèmes du long et du très long terme. Or, l'Afrique n'est pas immobile. Même si certains l'ont vue, naguère, « mal partie », rien ne permet d'affirmer qu'elle est nécessairement condamnée à la régression. Au contraire, il importe d'étudier ses trajectoires de développement durable dans un environnement international et mondial en profondes mutations. Cette étude devrait permettre, en outre, de repérer les besoins en matière de coopération internationale, de hiérarchiser les priorités et d'anticiper sur les réponses à apporter ainsi que sur les dispositifs à mettre en œuvre. Cette étude prospective s'avère d'autant plus fondée que le dispositif français de coopération connaît actuellement une phase de restructuration conduisant à un nouveau dialogue, tant avec l'Afrique (notamment non francophone qui fait partie désormais de la zone de solidarité prioritaire) qu'avec les autres instances de coopération (et singulièrement européennes).

Comment réaliser des études prospectives ?

Il existe de nombreuses méthodes pour réaliser des études prospectives. Le choix dépend des questions posées, des champs à couvrir (géopolitiques, macro-économiques, sectorielles...) ou encore des horizons retenus. On peut néanmoins repérer quatre grandes techniques permettant d'explorer les problèmes du long terme. (i) La méthode des scénarios conduit, dans un premier temps, à décrire des futurs possibles (*futuribles*), eux-mêmes déterminés par l'évolution à long terme de facteurs clés, puis à étudier les cheminements permettant de passer de la situation présente à ces différents futurs, souhaitables, souhaités ou redoutés. (ii) La prévision effectue le trajet inverse puisqu'elle se fonde sur l'étude du passé pour envisager des trajectoires futures. Les projections à long terme sont obtenues au moyen de modèles formalisant le comportement des agents. Ces projections sont réalisées sous forme de scénarios (le terme est commun avec la méthode précédente mais le sens en est différent), plus ou moins contrastés, et qui se différencient par les modalités des variables exogènes : environnement international, démographie, cadres institutionnels, dynamiques sociales... (iii) L'histoire raisonnée conduit à envisager l'avenir en fonction des tendances lourdes du passé. Largement utilisée dans les travaux de *futureologie*, cette technique est plus sophistiquée que la simple prolongation des trends puisqu'elle envisage la possibilité de ruptures dans les trends antérieurs. En analysant l'histoire longue, parfois sur plusieurs siècles, cette méthode remet souvent en question l'idée maintes fois évoquée que « le temps s'accélère » et que demain sera encore plus incertain en raison des *révolutions* (au sens étymologique du terme) que le monde est en train de vivre. (iv) Le fil d'Ariane d'une force motrice consiste à conjecturer des futurs lointains (voire très lointains) en fonction d'un nombre limité de « forces motrices », comme le progrès technique, les ressources naturelles ou encore les dynamiques de peuplement. Les futurs possibles se trouvent alors presque entièrement conditionnés par les modalités de ces forces. Cette classification à un caractère évidemment académique. La pratique montre que le souci d'apporter des réponses concrètes aux questions posées passe par la combinaison de ces méthodologies.

Qui a réalisé des études prospectives sur l'Afrique ?

Une typologie sommaire permet de distinguer trois grandes catégories de producteurs (sans rechercher ici l'exhaustivité et en ne citant que les principales organisations travaillant sur l'Afrique). (i) Des institutions publiques internationales : Le PNUD (avec les études *National Long Term Perspectives Studies*) ; l'OCDE et plus particulièrement le Club du Sahel (*West African Long Term Perspectives Studies*), la Banque mondiale, les Nations Unies (FNUAP), la FAO, la Commission Économique pour l'Afrique, la Commission Européenne. (ii) Des institutions publiques nationales : le Central Planning Bureau néerlandais (à l'origine probablement de la meilleure étude prospective mondiale), le ministère des Affaires étrangères (études sur l'irrigation et l'immigration), le Commissariat au Plan, les ministères du Plan de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, des centres de recherche spécialisés dans la prospective globale (le CERED Université Paris-X, DIAL, l'IFR Université de Stellenbosch et de Cape Town en Afrique du Sud, le Centre d'économie appliquée de l'Université d'Ibadan au Nigeria, le BNETD de Côte d'Ivoire), des centres spécialisés dans les prospectives partielles (dans l'agriculture : CIRAD, IFPRI, SOLAGRAL ; sur la démographie : CEPED, CICRED-IRD, INED ; sur le commerce : ODI Londres ; sur la santé : WHOA d'Harare ; sur l'énergie : Agence Internationale de l'Énergie, Department of Energy USA...). (iii) Des bureaux d'études privés. Leur recensement s'avère plus délicat en raison de la confidentialité des études qu'ils produisent. Citons néanmoins : Hudson Institute (USA) qui mène actuellement une étude sur les opportunités de marché à long terme en Afrique ; DME, spécialisé dans la modélisation macro-économique et financière et qui a réalisé de nombreuses études prospectives sur différents pays africains (notamment l'Afrique du Sud, Madagascar, la Côte d'Ivoire, le Sénégal...); Pro-Activité Conseil, SERES (prospectives industrielles), INGEROP (transport et aménagement du territoire), Stratys (irrigation et immigration).

Quelles sont les principales conclusions des études prospectives ?

Il est difficile de faire une synthèse des différents travaux prospectifs réalisés au cours de la dernière décennie. En premier lieu, parce qu'il n'existe pas de prospective globale (à la fois géopolitique, macro-économique et sectorielle) portant sur l'ensemble du continent africain. A défaut donc d'images globales, les prospectives démo-économiques réalisées pour l'Ouest-africain (WALTPS) nous invitent à imaginer un futur africain où les dynamiques de peuplement jouent un rôle central. Ces prospectives concluent à une Afrique qui s'urbanise rapidement et qui se polarise sur plus d'une trentaine de villes millionnaires, localisées principalement autour du golfe de Guinée. Ces centres urbains constituent des pôles de croissance et des marchés pour les campagnes. Toujours centré sur l'Afrique de l'Ouest, mais plus précisément sur le Sahel, l'étude prospective menée par J.Giri privilégie un scénario tendanciel sans catastrophe mais sans développement non plus. La dégradation probable de l'environnement affecte une agriculture qui reste traditionnelle et extensive. Les villes se nourrissent de produits importés. Les déficits extérieurs (alimentaires et produits manufacturés) s'accroissent, comblés par des transferts sans contrepartie. Face à des États de plus en plus défaillants, les économies s'informalisent. Les images produites par les études *National Long Term Perspectives Studies* sont résolument plus optimistes car elles décrivent des futurs souhaités par les représentants des pouvoirs publics, les opérateurs économiques et les acteurs de la société civile. Les aspirations évoquent la nécessité de disposer d'États efficaces (« bonne gouvernance ») peut-être moins pour diriger le développement à long terme que pour le favoriser. Cet État moderne, démocratique, aura notamment en charge la scolarisation des populations ; l'éducation apparaissant comme le facteur clé de l'avenir (et ce, dans tous les pays ayant participé à l'exercice). Enfin, conscientes des difficultés qu'auront les pays africains à affronter la concurrence mondiale et à s'insérer dans la division internationale du travail, les études concluent que le développement économique à long terme passera impérativement par une intégration régionale accrue.

1.1.

**POURQUOI REALISER
DES ETUDES PROSPECTIVES ?**

Pourquoi réaliser des études prospectives ?

La prospective est un exercice particulièrement périlleux où se mêlent *prédiction, spéculation, extrapolation, libération dans l'imaginaire et projection normative*.

1.1.1. Les enseignements de la rétroprospective

« C'est toujours rétrospectivement qu'apparaît le défaut des prévisions »
G. Myrdal

La **rétro-prospective** nous enseigne que les prévisionnistes ou les futurologues se sont également trompés et ont souvent oublié l'essentiel. Les évolutions passées de l'Afrique ont été très contrastées et peu conformes aux potentialités existantes ou aux attentes lors des indépendances. Les pays à fort potentiel tels l'Ouganda ("La perle de l'empire"), Madagascar ou la Guinée ont régressé économiquement ; à l'opposé, des pays mal dotés tels la Côte-d'Ivoire ou instables comme le Cameroun, ont connu une croissance rapide et un respect des grands équilibres du moins jusqu'au début des années quatre-vingts.

Dans les années soixante, les pays d'Asie supposés à vocation agricole, devaient asseoir prioritairement leur autosuffisance rizicole. Dans ses prévisions faites en 1960 pour 1976, Rosenstein-Rodan ne pouvait intégrer la montée des nouveaux pays industriels, l'économie d'endettement ou la montée en puissance des pays pétroliers. Le rapport Kahn publié en 1967 intitulé : "La Bible des 30 prochaines années" n'a pu prendre en compte le phénomène religieux, la crise pétrolière, les ruptures et les fractures du début de la décennie 70. Aujourd'hui il ne semble guère jouer le rôle de Bible qu'il était censé être alors.

La crise des années 70 et le regain d'intérêt pour la prospective

La crise affectant l'économie mondiale au début des années soixante-dix suscitait un regain d'intérêt pour les travaux de prospective ; les ruptures induites par la crise justifiant la nécessité d'explorer des trajectoires alternatives à long terme. Trois ouvrages majeurs rendent compte des débats de l'époque. Le rapport Interfuturs de l'OCDE¹ présentait 6 scénarios possibles de l'économie mondiale à l'horizon 2000, allant de la coopération internationale au fractionnement de l'économie mondiale et à la rupture des relations Nord-Sud. Le rapport du Club de Rome² insistait alors sur les dérives dangereuses induites par la croissance démographique, la sur-utilisation des ressources rares et non renouvelables, l'industrialisation, la pollution et les insuffisances de la production agricole. Il préconisait un ralentissement volontaire de la croissance au Nord et une mobilisation des ressources pour le développement du Sud. Enfin, le rapport Tinbergen³ mettait en évidence les risques de contradiction et de conflits entre, d'une part, un nouvel ordre économique international fondé sur le développement des procédures de marché et sur une industrialisation accrue et, d'autre part, les stratégies de satisfaction des besoins fondamentaux mettant l'accent, quant à elles, sur l'amélioration des conditions de vie des êtres humains.

¹ OCDE, 1979. Rapport Interfuturs. Face aux futurs : pour une maîtrise du vraisemblable et une gestion de l'imprévisible. OCDE, Paris.

² Meadows, Dennis ; Meadows, Donella ; Randgers, Jorgen, 1972. The Limits to Growth. Universe Books, New-York.

³ Tinbergen, Jan, 1976. Reshaping the International Order. Dutton, New-York.

Essor de la prospective africaine au début des années 80 : les images de l'Afrique à l'horizon 2000

Ces interrogations sur les futurs possibles rencontreront un écho favorable en Afrique où l'on assistera, à partir à la fin des années 70, à un développement important des travaux de prospective. Parmi les travaux les plus marquants, et qui portaient alors sur l'Afrique à l'horizon 2000, figuraient les études présentées au colloque de Monrovia en 1979⁴, le Plan d'action de Lagos de 1980⁵, le Rapport Berg⁶ et l'étude ILTA⁷. Une partie des travaux du colloque de Monrovia s'inscrivait dans la lignée des *forecast studies*. L'extrapolation des tendances lourdes du passé conduisait à une image à long terme de l'Afrique, sinon catastrophique, du moins très pessimiste, marquée par une aggravation multiforme des inégalités : inégalités au sein des États africains, inégalités entre les États africains eux-mêmes ; enfin, inégalités croissantes entre l'Afrique et le reste du monde. Ce constat devait susciter, d'après ses auteurs, une attitude *préactive* (au sens d'Ozbekhan⁸). La Commission économique pour l'Afrique préconisera alors l'instauration d'un nouvel ordre africain mettant l'accent sur la recherche de l'auto-suffisance. Le Plan de Lagos, même s'il n'était pas un exercice de prospective proprement dit, reprendra certaines conclusions de la Commission comme la recherche de l'auto-suffisance et l'amélioration de la satisfaction des besoins essentiels. Le Plan ira plus loin néanmoins en suggérant un renforcement de la coopération économique régionale. Ce plan fera l'objet d'une critique implicite de la part de la Banque mondiale. Ainsi, le rapport Berg s'attachera à montrer que, compte tenu des tendances lourdes du passé et des évolutions prévisibles de l'économie mondiale, le scénario central du Plan de Lagos, même s'il apparaît souhaitable à certains, n'en est pas moins totalement irréaliste. Selon la Banque, le développement accéléré au sud du Sahara devait passer, notamment, par la libéralisation des économies, par une meilleure allocation des ressources et par le respect des avantages comparés.

Réactivité, préactivité et proactivité

Une bonne prévision n'est pas forcément celle qui se réalise mais celle qui conduit à l'action. Selon Hasan Ozbekhan, la prospective a aussi (et surtout) comme finalité de susciter des réactions face aux futurs. Quatre attitudes peuvent être distinguées. La **passivité** conduit à subir le changement. La **réactivité** consiste à engager l'action lorsque l'événement se produit (c'est l'image du pompier qui attend que le feu soit déclaré pour le combattre). La **proactivité** conduit à anticiper l'événement et à agir avant sa réalisation. Enfin, la **proactivité** consiste à agir pour provoquer le changement désiré.

Les études présentées au colloque de Monrovia dénonçaient le danger de la passivité alors que les travaux engagés par le FMI et la Banque dans le cadre de la stabilisation des économies africaines s'inscrivaient dans le cadre de la réactivité. La controverse née de l'opposition entre les conclusions du rapport Berg et celles du Plan de Lagos illustre les débats — parfois vifs — que suscite la prospective et les engagements proactifs des acteurs.

⁴ OUA, 1979. Quelle Afrique pour l'an 2000 ? Rapport final sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000. Monrovia 12-16 février 1979 - Genève, Institut international d'études sociales.

⁵ OUA, 1981. Lagos plan of action for the economic development of Africa 1980-2000. OUA.

⁶ Banque mondiale, 1981. Le développement accéléré de l'Afrique au sud du Sahara. World Bank, Washington D.C.

⁷ SCET International, SCET Agri, SEDES, 1984. Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara. Commission des Communautés européennes, Caisse des Dépôts et Consignation, Paris.

⁸ Cité in Godet, Michel, 1997. Manuel de prospective stratégique. 2 tomes. Dunod, Paris, p. 9.

La relecture des prévisions africaines témoigne de myopies semblables. Ainsi la lourde mécanique, mise en place en 1973 pour prévoir la Côte-d'Ivoire de l'an 2000, aboutissait à un scénario tendanciel et à un scénario alternatif volontariste ; or, ces deux projections se sont révélées totalement irréalistes en raison du retournement des *trends* de la décennie 70. De même, les plus récentes prospectives n'ont pas pris en compte l'impact de l'évolution des pays d'Europe de l'Est, de l'Afrique du Sud ou de la crise des pays émergents sur le devenir de l'Afrique.

La réduction des horizons avec la crise et le déclin relatif des études prospectives africaines

Ces réflexions divergentes sur les futurs possibles africains et sur les stratégies à entreprendre n'alimenteront pas pour autant un large débat sur la prospective. En effet, la crise économique et financière qui touchera la quasi-totalité des pays africains au milieu des années 80 conduira à accorder la priorité, dans un premier temps, à la stabilisation à court terme puis, ultérieurement, à l'ajustement structurel à moyen terme. Ce contexte sera évidemment très défavorable à l'analyse prospective dont le développement sera faible jusqu'au début des années 90.

Au total, la rétrospective nous révèle la myopie ou les défauts d'éclairage. Encore faut-il rappeler que cette reconstitution du passé dépend des lunettes adoptées, des échelles retenues et des temporalités envisagées.

Les lunettes des macro-économistes montrent que l'Afrique peut, globalement, être placée sur un *trend* de stagnation à long terme de la production et de la productivité ; elle connaît un blocage interne d'accumulation et une grande vulnérabilité externe conduisant à de fortes instabilités à court terme ; il y a conjonction de la marginalisation vis-à-vis des flux commerciaux et d'un endettement extérieur croissant. Au-delà des divergences nationales et des évolutions conjoncturelles, on peut noter d'importants déséquilibres sectoriels (notamment une stagnation agricole et une désindustrialisation), une rupture des grands équilibres financiers, un déclin durable du taux d'épargne et une croissance des secteurs non productifs (tertiaire, administration...). L'Afrique est demeurée principalement une économie de rente où le processus d'accumulation n'a pu être réellement enclenché. Il y a épuisement des systèmes politiques fondés sur ce modèle rentier.

Au fur et à mesure que les *lunettes* sont moins grossissantes, que les éclairages diffèrent ou que les temporalités se modifient, le paysage devient plus contrasté, des différences de reliefs apparaissent, des "dynamiques du dedans" émergent au-delà de l'écume des flux macro-économiques et des équilibres comptables. Les pays africains ont été capables de gérer, depuis leur indépendance, un doublement de leur population, un quadruplement de leur population urbaine, la mise en place d'appareils d'État de jeunes nations, le maintien de frontières constitutives d'États-nations en voie d'émergence. Les acteurs du bas ont été capables d'inventer, d'innover, de créer des activités répondant à la satisfaction des besoins essentiels. Les économies non officielles, populaires ou "informelles" ont constitué des modes d'accommodement, d'ingéniosité, de vie ou de survie du plus grand nombre. Le développement des infrastructures, des systèmes scolaires, des appareils productifs, l'émergence d'élites nationales font que l'Afrique de 1999 est fort différente de ce qu'elle était lors de la décolonisation.

1.1.2. La nécessité d'un regard sur la longue période

L'exercice est aujourd'hui d'autant plus *délicat* que, dans un contexte *de crise*, il y a montée des instabilités et des incertitudes, déconnexion de la sphère financière et spéculative de la sphère réelle, changements des règles du jeu et des rapports de force. Comment dès lors discerner les événements constructeurs de l'avenir "qui avancent avec des pas de tourterelles" (Nietzsche) ? Comment dégager les mouvements profonds des vagues, des clapotis ou de l'écume des flux ? Comment, au-delà des prévisions par extrapolation des tendances passées, dégager les faits significatifs qui feront que, dans les multiples cheminements, l'un deviendra histoire ? Comment retrouver le ou les fils d'Ariane permettant de dessiner les chemins dans le labyrinthe du futur ? (J. Lesourne).

L'exercice paraît toutefois *éclairant* et utile à la condition d'en limiter l'ambition. Il s'agit de repérer des cheminements économiques possibles, de dégager plusieurs scénarios, de définir les contraintes globales et les espaces de liberté à l'intérieur desquels se dessinent les projets des acteurs. Il importe de voir comment les événements s'ordonnent dans le cadre des multiples possibilités entre lesquelles le hasard et la nécessité font leur choix.

Plusieurs raisons justifient cette démarche prospective pour l'Afrique

- La priorité donnée au *rétablissement à court terme* des équilibres physico-financiers, à la réhabilitation des appareils productifs et aux ajustements ne doit pas masquer les profondes mutations structurelles que connaît l'Afrique. Les effets de la croissance démographique ou urbaine, la satisfaction des besoins sociaux, ou la destruction des écosystèmes supposent le regard de la *longue durée*, la planification des investissements et des infrastructures et donc des éclairages évitant la myopie du court terme. Si gouverner c'est prévoir, allonger les horizons permet d'éclairer les décisions.
- *La division internationale* du travail est en voie de profonde restructuration dans un contexte de mondialisation (déplacement des centres de gravité, nouveaux secteurs moteurs). Cette restructuration contraint le Sud à se repositionner dans la division internationale du travail. La crise interne des systèmes productifs suppose des transformations profondes.
- Les acteurs extérieurs qui pèsent sur l'Afrique ont des horizons à long terme ; par leurs choix actuels, ils dessinent les devenirs. Les investissements productifs, énergétiques ou miniers, les choix d'implantation des firmes, les modes de gestion de la dette ou les conséquences des politiques d'ajustement se situent dans des horizons de dix à quinze ans. Les images et les anticipations, que se font ces acteurs du dedans et du dehors, sont en partie des prophéties autoréalisantes ; ils définissent largement ces devenirs. Les anticipations à long terme des décideurs, notamment des investisseurs, s'éloignent des anticipations rationnelles face au futur. Elles s'expliquent davantage par des myopies ou par des regards dans le rétroviseur conduisant à des anticipations extrapolatives. Elles n'en déterminent pas moins le niveau actuel et futur des variables économiques.
- Enfin, les dynamiques des sociétés, enracinées dans la longue durée, renvoient à des mouvements profonds et anciens : l'avenir est en partie inscrit dans l'histoire passée ; selon des probabilités diverses il est possible d'extrapoler certaines tendances lourdes, spatiales, démographiques, culturelles, sociales, politiques, économiques ou écologiques. Il importe, à côté de ces facteurs structurants, d'introduire l'indétermination, l'instabilité, les incertitudes ou les aléas et de repérer l'émergence des acteurs innovants. Le passé nous a enseigné que l'histoire n'était pas linéaire : elle oblige à réintégrer la complexité et l'incertitude ; peut-être donne-t-elle plus de lucidité pour penser des devenirs possibles ? Il ne s'agit pas de retrouver les erreurs des plans

volontaristes ou de la déconnexion entre les contraintes du court terme et l'utopie du long terme mais de penser différents cheminements évitant "la myopie du marché et la dictature de l'instant" (P. Massé).

Étudier les cheminements possibles...

Il s'agit moins de penser les avenir très lointains que de voir les *cheminements possibles* et donc *d'articuler le court, le moyen et le long terme* à l'intérieur de *scénarios* cohérents ; ceux-ci étant définis comme "l'ensemble formé par la description d'une situation future et du cheminement des événements qui permettent de passer de la situation d'origine à cette situation future".

Il faut certes se méfier de l'analogie, péril des sciences sociales. La *science des systèmes complexes* fournit toutefois des outils et un cadre d'analyse utiles pour formaliser le changement. Le développement économique est un processus de complexification, caractérisé par des effets de synergie et par des boucles de rétroactions avec amplifications, conduisant à l'émergence de nouvelles organisations dans un espace élargi. A la vision mécanique de l'univers illustré par les sciences de l'équilibre ou du déséquilibre, doit se substituer alors celle des systèmes complexes. Ceux-ci ne convergent pas nécessairement vers l'équilibre ; les non linéarités des relations conduisent à l'amplification des variables ; de nouvelles organisations offrent de nouvelles possibilités de choix (arbres de bifurcations). La flèche du temps est celle de l'irréversibilité (l'histoire intervient comme un facteur structurant des devenir possibles) et des cheminements pluriels (liés aux incertitudes, aux stratégies d'adaptation des agents, aux erreurs...) (Cf. Prigogine, Stengers 1988, Passet 1983.)

Les systèmes gouvernés par quelques équations très simples (déterminisme) peuvent présenter un comportement erratique et imprévisible (chaos déterministe) dès lors que l'état du système est déterminé par plus de trois paramètres. La gestion du chaos suppose alors, non la maîtrise du système, mais son pilotage par les facultés d'auto-organisation en ajustant des paramètres de contrôle adéquats (cf. Hakhen, Wunderlin 1990).

dans une vision prospective intégrée...

De nombreuses études prospectives assimilent un secteur d'activité (ex. l'agriculture) avec la satisfaction des besoins finals (ex. alimentaire) et isolent leurs évolutions de l'ensemble de l'économie ; elles aboutissent à des perspectives incohérentes au niveau global. Chacun des objectifs, la santé, l'éducation, l'accès à l'eau pour tous, risque d'absorber la quasi totalité des ressources globales (ex. du chiffrage de l'autosuffisance alimentaire en l'an 2000 dans *Agriculture : Horizon 2000 de la FAO*).

Il semble au contraire pertinent de prendre en compte les *interdépendances sectorielles* au niveau de la satisfaction des besoins essentiels (ex. filières alimentaires, textiles, logement, santé, éducation) et de prendre en compte la pluralité des systèmes productifs (domestiques, marchand simple, étatique, capitaliste...) pour répondre aux divers besoins.

Il y a interaction entre le technique et le social. Il importe de resituer les évolutions économiques dans leurs dynamiques d'encadrement : populations, techniques, règles du jeu social, systèmes de valeur et de replacer les dynamiques d'accumulation dans leur environnement institutionnel. On peut prendre pour hypothèse que la sphère économique est d'autant plus significative et déterminante que les sociétés connaissent des processus d'accumulation.

La vision prospective concerne ainsi le champ de *l'économie* (interdépendance sectorielle, réelle et monétaire) mais, au-delà, les liens entre l'économique, le culturel, le social et le

politique. Au fur et à mesure que l'horizon temporel s'éloigne les variables environnementales deviennent *endogènes* et doivent être intégrées (démographie, espace, écosystèmes, modèles culturels...).

qui prend en compte la pluralité des temporalités et des espaces

Les méthodes prospectives les plus couramment utilisées renvoient à des représentations dualistes : tradition/modernité, rural/urbain, externe/interne, haut/bas, international/national, formel/informel, officiel/non officiel... Cette méthode de l'inclusion et de l'exclusion doit céder la place à une analyse *taxinomique* permettant de définir divers ensembles correspondant à des couples espaces/temps donnés et de mettre ensuite en relation les dynamiques des divers sous-systèmes. Dans ces conditions, les divers espaces, locaux, régionaux, nationaux et internationaux, bien que possédant des logiques différentes, apparaissent en interdépendance.

Les mouvements économiques s'éloignent des mécaniques horlogères. A l'image de la technique des sols, les formations sociales sont constituées de couches géologiques ou de strates qui se déplacent selon des vitesses différentes. D'un côté il existe des structures "réalités que le temps use et véhicule lentement" (Braudel) et, de l'autre, des inventions, des innovations, ou des accommodements aux chocs extérieurs qui créent des ruptures et des réversibilités.

Les variables évoluent à des vitesses différentes ; elles sont ainsi sources de tensions et de crises conduisant à des régulations, à de nouveaux agencements structurels ou à des révolutions. Ainsi, la diffusion de modèles occidentaux peut-elle créer de nouvelles aspirations et des besoins de consommation incompatibles avec les structures de pouvoir ou les modes de production. Elles peuvent conduire aussi à des pratiques de rejets (ex. intégrisme), à des accommodements des systèmes productifs ou, le plus souvent à des syncrétismes, à des réinterprétations et à des réappropriations des modes de consommation.

Les pratiques *quotidiennes* ont des temporalités propres par rapport à la sphère du *marché*, *de l'État* et du *capital*. L'horloge ne tourne pas à la même vitesse dans les espaces ruraux et dans les villes, au niveau des Etats-nations ou à l'échelle mondiale. Il y a coexistence de techniques ancestrales et de pointe pour produire les mêmes biens ; les modes d'organisation sont fortement contrastés. La locomotive n'écrase pas la brouette comme le capitalisme détruirait les modes de production co- ou pré-capitalistes.

Les lunettes de l'historien de la longue durée montrent la permanence des relations de l'homme à son milieu, des organisations sociales, des rapports de parenté ou des appartenances ethniques c'est-à-dire des inerties, des viscosités et des structures permettant de spécifier les cultures et les civilisations.

1.2.

**COMMENT REALISER DES
ETUDES PROSPECTIVES ?**

La prospective : une (in)discipline jeune aux méthodes multiples

Cette section vise un double objectif :

- le premier est de situer la prospective dans l'ensemble des analyses concernant le futur afin, notamment, de préciser les oppositions et les congruences entre la prospective et la prévision ;
- le second objectif est de présenter succinctement les principales méthodologies utilisées dans l'analyse prospective.

Cette présentation est complétée par cinq fiches de lecture sur des ouvrages à caractère méthodologique. Ces fiches sont présentées en annexe au présent volume.

1.2.1. Les différentes manières de parler du futur

Le futur : une préoccupation ancienne

La réflexion sur le futur est un exercice très ancien. Platon (dans la *République*), Saint-Augustin (dans *De civitate Dei*), Thomas More (dans *Utopia*) ou encore Francis Bacon (dans sa *New Atlantis*) s'attacheront à décrire, avec plus ou moins de détails, des cités ou des sociétés idéales constituant autant de modèles à atteindre. Plus récemment, les utopistes scientifiques du XIXe siècle compléteront cette analyse du futur en faisant du progrès technique le facteur-cléf de l'évolution des sociétés. Évidemment, les utopies issues de ces travaux sont fort différentes (et les contrastes augmentent encore si l'on adjoint à la brève liste ci-dessus les conceptions du futur issues des études menées par les philosophes du monde arabe comme Avicenne, Al-Ghazali ou bien Averoes). En revanche, ces travaux présentent une grande similitude en inscrivant la réflexion sur le temps dans le cadre de la philosophie, de la morale ou de l'ordre religieux.

Naissance de la prospective moderne dans les années 50

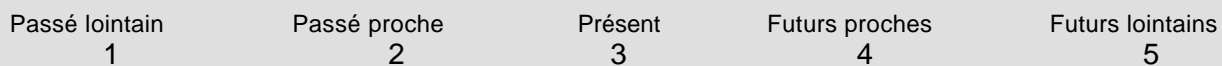
Il faudra attendre les années 50 pour assister à une refondation de la pensée sur le futur et à la naissance, grâce aux travaux du philosophe Gaston Berger⁹, de la **prospective moderne**. Celle-ci sera définie comme l'étude des futurs possibles, choisis ou subis, ainsi que des cheminements pour y parvenir. Cette conception favorise une démarche volontariste : la définition des futurs possibles et souhaitables précède l'étude des moyens à mettre en œuvre pour y parvenir. En d'autres termes, l'étude prospective part du futur pour écrire, comme une machine à remonter le temps, l'histoire qui le sépare du présent. Dans ces conditions, la prospective apparaît en opposition de phase avec la **prévision** (*forecasting*) qui, empruntant une démarche déterministe, s'appuie sur l'analyse du passé pour dessiner des futurs probables.

⁹ Berger, Gaston, 1967. Les étapes de la prospective. PUF, Paris.

Les liens entre le passé, le présent et le futur

« L'heure qui sonne est sonnée.
Le jour qui passe est passé.
Demain seul reste, et les après-demain »
Ch. Péguy.

Plusieurs méthodes permettent de relier le passé, le présent et les futurs possibles et réalisés.



La compréhension du **passé** est fondamentale pour dégager les tendances lourdes, les grandes ruptures proches ou lointaines. Elle peut se situer dans la longue durée braudelienne comme les prospectives du Sahel réalisées sous la direction de J. Giri. La séquence d'étude est alors 1->2->3->4->5.

La compréhension du **présent** est nécessaire pour fournir un cadre de cohérence initial et se doter d'un système de représentations et d'aspiration. La prévision repose sur la projection de ce cadre dans un futur plus ou moins lointain (séquence 3->4->5).

La construction de **futurs possibles** (futuribles) part des futurs lointains souhaitables, plausibles ou probables pour remonter le temps. L'intégration d'éventuelles bifurcations et réversibilité peut conduire à une multiplicité de cheminements au travers de la séquence est 5->4->3.

Enfin, l'étude du futur suppose aussi l'analyse préalable des anciennes prospectives (**rétroprospectives**). La rétroprospective (qui fait partiellement l'objet de ce rapport d'étude) consiste à repérer les écarts entre les prévisions et les prospectives réalisées dans le passé et l'évolution constatée dans l'histoire. La séquence est alors : 2->3 (projeté)->4 (projeté) confrontés à 3 réalisé et 4 prévisible.

Si la reconstruction de la prospective dans les années 50 est l'œuvre principalement de philosophes (comme Gaston Berger), les travaux entrepris permettront néanmoins d'émanciper cette discipline de la dimension morale et religieuse dans laquelle elle s'était enfermée au cours des siècles précédents. Cette ouverture permettra d'élargir considérablement le champ de l'analyse prospective qui trouvera alors de nombreuses applications dans les sciences sociales et le domaine de la technologie¹⁰.

On assistera, dans les années soixante, au développement de nombreux travaux théoriques et méthodologiques portant, comme ceux de Bertrand de Jouvenel¹¹, sur l'étude des « futurs possibles » (concept dont la contraction donnera naissance au terme de « *futuribles* ») ou encore, comme ceux de Flechteim¹², sur l'articulation entre la prévision et les études prospectives (cette synthèse fondera, en France, la *futurologie* et impulsera, aux États-Unis, les *future studies*).

¹⁰ L'introduction de la prospective en économie remonte aux années 60. Cette approche nouvelle viendra en complément des techniques très largement utilisées et relevant de la prévision. La macro-économie ne constituera pas le seul champ d'application de la prospective. Dès les années soixante, Igor Ansoff mènera des travaux concernant la planification stratégique des entreprises. Ses études constitueront le point de départ des analyses plus récentes sur le management stratégique et la prospective stratégique des firmes.

¹¹ Jouvenel, Bertrand de, 1964. L'art de la conjecture. Hachette, Paris

¹² Flechteim, O., 1965. History and Futurology. Meisenheim (RFA), Verlag Hain.

Les différentes manières de parler du futur

Les façons de parler de l'avenir sont nombreuses sans compter la divination, la prophétie, la science fiction ou encore l'utopie.

La **prévision** repose sur des variables quantifiées. Elle suppose généralement la construction de modèles permettant une mise en cohérence. Les modèles économétriques permettent de simuler le futur en raisonnant « toutes choses égales par ailleurs » et donc un maintien dans le futur des relations repérées dans le passé (c'est le *biais conservateur* des modèles).

La **futurologie** décrit l'avenir en insistant sur les prolongements ou les renversements des tendances observables dans le passé. L'objet de la futurologie n'est pas de prédire le futur mais de rendre explicite la structure de la société. Les exemples opposés de futurologies optimistes ou pessimistes sont « L'année 2000 » de H. Kahn (1965) et « Halte à la croissance » du Club de Rome (1972).

La **prospective** s'efforce de conjecturer en différenciant le probable, le plausible et le vraisemblable, tout en privilégiant l'incertitude. L'avenir n'est pas déduit, mais il est une pluralité d'avenirs imaginés. « La prospective se propose, à partir d'une démarche pluridisciplinaire (systémique) prenant en compte la dimension du temps long, de contribuer à une meilleure compréhension du monde contemporain, d'explorer ce qui peut advenir, ses descendants possibles (les futuribles) et ce que nous pouvons faire ». de Jouvenel (1964), p. 15.

1.2.2. La multiplicité des méthodes

Il existe de multiples méthodes pour envisager l'avenir. Le choix dépend des questions posées, des champs à couvrir par l'étude (géopolitiques, macro-économiques et financières, sectorielles) ou encore des horizons retenus. Le statut du demandeur (décideurs publics ou privés, bailleurs de fonds, ONG, groupements divers de la société civile) n'est pas neutre non plus sur la méthode à employer. Ainsi, les exercices *National Long Term Perspectives Studies* entrepris dernièrement par le PNUD avaient notamment pour objectif de révéler les aspirations des populations et de détecter, dans la société civile, les groupes porteurs de projets à long terme. Ces objectifs ont conduit à retenir des méthodologies très participatives (de type Delphi), s'appuyant largement sur la consultation de groupes d'experts. Inversement, une prospective plus partielle - mais aussi beaucoup plus technique - comme l'étude réalisée par le cabinet Stratys sur les perspectives à long terme de l'irrigation en Afrique s'est appuyée sur la méthode des scénarios. C'est aussi la méthode des scénarios que le *Central Planning Bureau* néerlandais a retenue pour son étude des devenir à long terme de l'économie mondiale. Toutefois, la nécessité de décrire et de quantifier les trajectoires de croissance a conduit cet organisme à développer un modèle d'équilibre général calculable, recourant ainsi aux techniques les plus élaborées actuellement en matière de prévision macro-économique et financière.

Sans donc chercher à retracer ici l'ensemble des méthodes utilisées dans l'analyse du futur, il est possible néanmoins de les regrouper en quatre grandes catégories.

1. La méthode des scénarios. Il s'agit probablement de la technique la plus sophistiquée pour réaliser des études prospectives.
2. La modélisation constitue l'outil le plus fréquemment utilisé dans les exercices de prévision à moyen et long termes.
3. « L'histoire raisonnée » conduit à envisager l'avenir à partir de scénarios très fortement conditionnés par les tendances lourdes du passé. Cette méthode est largement employée dans les travaux relevant de la futurologie (cf. encadré ci-dessus).
4. La méthode des « lignes de force » qui consiste à isoler une ou deux forces motrices porteuses d'avenir. Ces forces jouent le rôle d'un « fil d'Ariane » pour conjoncturer des futurs lointains. Plusieurs « fils » ont ainsi servi à décrire les évolutions possibles des économies et des sociétés. Ce fut, chez Fourastié, le

progrès technique ; les ressources naturelles dans les modèles écologistes ou encore les dynamiques de peuplement dans les analyses WALTPS.

Comme toute typologie, cette classification est nécessairement académique. La pratique montre que le souci d'apporter des réponses concrètes aux questions posées conduit, la plupart du temps, à combiner ces différentes techniques et, presque toujours, à ne jamais appliquer intégralement une méthodologie théorique.

1.2.2.1. La méthode des scénarios¹³

Si le concept de scénario figure, pour la première fois en prospective, dans l'ouvrage d'H. Kahn consacré à l'an 2000¹⁴, la méthode du même nom a été élaborée quelques années plus tard, à l'initiative de la DATAR, par J.-C. Bluet et J. Zenor¹⁵. Ces travaux méthodologiques s'appuyaient alors sur les outils de l'analyse de système développés aux États-Unis depuis les années cinquante¹⁶. La méthode a connu depuis de nombreux perfectionnements, notamment grâce aux travaux de M. Godet et de la SEMA.

Un scénario peut être défini, à la suite de Bluet et Zenor, comme un « ensemble formé par la description d'une situation future et du cheminement des événements qui permettent de passer de la situation d'origine à la situation future ». La construction d'un scénario suppose :

1. de déceler les points à étudier en priorité (les variables clés) ;
2. de déterminer les acteurs fondamentaux (« faiseurs d'histoire »), leurs stratégies et les moyens dont ils disposent pour faire aboutir leur projet ;
3. de décrire l'évolution du système étudié en tenant compte de l'évolution la plus probable des variables clés et à partir d'hypothèses sur le comportement des acteurs.

L'intérêt de la méthode des scénarios est moins de prédire l'avenir (ce qui est proprement impossible) que de détecter les ruptures possibles et les « carrefours cruciaux » (Kahn). La construction de scénarios aide aussi à déterminer les décisions qui devront être prises, soit pour construire un futur souhaité, soit pour modifier les cours de certains événements.

L'élaboration de scénarios pour le futur passe par **trois étapes principales** :

1. La compréhension du fonctionnement actuel du système
2. Le balayage des futurs possibles
3. L'étude des cheminements du futur vers le présent.

La **première étape** a pour objectif de comprendre le fonctionnement actuel du système et ses interrelations avec son environnement. L'image doit être détaillée (quantitative et qualitative), globale (en mettant en lumière les différentes dimensions – économique, technologique, politique, sociologique... – du système étudié), et dynamique (le système doit être analysé en tenant compte de ses évolutions antérieures). L'analyse du système actuel doit être complétée par un repérage des variables clés et par une étude de la stratégie des acteurs.

L'identification des variables clés constitue un point fondamental de la première étape de la méthode des scénarios. Cette étude peut s'appuyer sur les techniques de l'analyse structurelle développée, après la deuxième guerre mondiale, par la Rand Corporation pour les besoins de l'armée américaine. L'analyse structurelle s'organise en quatre phases :

¹³ Cette présentation de la méthode des scénarios s'inspire très largement de l'ouvrage de M. Godet (1997) et de celui du PNUD (1986).

¹⁴ Kahn H., Wiener A.J. (1967). L'an 2000. Robert Laffont, Paris.

¹⁵ Bluet J.C., Zenor J. (1970). « Prospective géographique : méthode et directions de recherches ». Métra, vol. IX, n°1.

¹⁶ Cf. Jantsch E. (1967). Technological forecasting in perspective. OCDE, Paris.

- Phase 1 : Recensement, le plus exhaustif possible, des variables caractérisant le système étudié.
- Phase 2 : Classification des variables en distinguant, d'une part, les variables internes (endogènes) dont les modalités sont déterminées par un ou plusieurs acteurs intégrés au système et, d'autre part, les variables externes (exogènes) dont les modalités sont déterminées par l'extérieur (l'environnement du système).
- Phase 3 : Élaboration d'un tableau à double entrée, reprenant en lignes et en colonnes, les différentes variables clés, regroupées selon leur nature (exogènes et endogènes) puis, quantification de l'intensité des relations entre les variables par un système de notes. Le tableau ainsi construit s'apparente à une matrice (booléenne) des interactions dont la première diagonale est nulle.
- Phase 4 : Élévation de la matrice booléenne à des puissances successives afin de mettre en évidence les variables motrices et les variables dépendantes.

Une application de l'analyse structurelle et de l'analyse morphologique pour la prospective africaine : l'étude Stratys sur l'irrigation

L'étude portant sur l'irrigation en Afrique de l'Ouest, réalisée par le cabinet Stratys à la demande du ministère des Affaires étrangères, est une illustration de l'utilisation de l'**analyse structurelle** dans les travaux de prospective.

S'interrogeant sur les évolutions à long terme des modalités d'aide au développement en matière d'irrigation, les auteurs ont repéré, après une phase d'enquête, quelque 130 variables clés. Celles-ci ont été classées en deux catégories en distinguant les variables endogènes (maîtrisées en tout ou partie par les acteurs du système français de coopération) et les variables exogènes (dont le devenir échappait en tout ou partie à ce système). Un peu plus de la moitié des variables (comme la mondialisation, le processus de normalisation ou encore le climat) auront une évolution prévisible dans le long terme et constituent à cet égard des tendances lourdes. Inversement, près de 60 variables clés constituent des « zones d'incertitude » dans la mesure où elles pourront évoluer dans des directions différentes. De manière à limiter l'étude des futurs possibles (déduits des différentes combinaisons sur les modalités des variables), les auteurs ont procédé à un traitement statistique permettant de repérer les variables les plus motrices et, inversement, celles qui auront le moins d'influence sur l'évolution du système. Parmi les premières figurent notamment le niveau de l'aide publique au développement en matière d'irrigation ainsi que les modalités de coordination des bailleurs de fonds.

Au total, l'**analyse morphologique** conduit à ne retenir que six scénarios permettant de préciser les stratégies possibles de la coopération française en matière d'irrigation en Afrique.

La **deuxième étape** de la méthode des scénarios consiste à balayer les futurs possibles en formulant des hypothèses sur les variables clés motrices. Chaque variable clef repérée à l'étape précédente peut avoir soit une seule modalité (on parlera alors de tendance lourde), soit plusieurs (faible, moyenne, forte, très forte...). La multiplicité des modalités constitue une zone d'incertitude. Une analyse statistique élémentaire montre que la combinaison des modalités possibles des différentes variables clés conduit à une multitude d'états possibles (et qui peuvent être représentés par un arbre des combinaisons). Ainsi, une prospective simple repérant 5 variables clés ayant chacune 5 modalités possibles conduira à $5^5 = 3\,125$ états possibles !

L'étude de l'ensemble des états possibles du système est évidemment impossible (elle ne serait pas souhaitable non plus). Plusieurs méthodes permettent de réduire l'univers des possibles :

1. L'analyse morphologique. Conçue par F. Zwicky¹⁷, la méthode consiste à décomposer le système étudié en sous-systèmes (composantes) aussi indépendants que possible. L'analyse ne porte, *in fine*, que sur les sous-espaces morphologiques utiles.
2. La consultation d'experts (méthode Delphi) est probablement moins sophistiquée que la précédente (mais largement plus utilisée). Elle consiste à interroger des experts afin d'écartier tout d'abord les combinaisons improbables. Puis, le groupe d'experts doit se prononcer sur des probabilités (subjectives) de réalisation de certaines combinaisons. Enfin, il appartient de choisir les combinaisons les plus probables ou d'autres, moins évidentes mais qui permettront de dessiner des scénarios alternatifs contrastés.
3. La méthode Smic Prob-Expert est une variante de la méthode Delphi (cf. ci-dessus) dans laquelle les incohérences éventuelles sur les probabilités émises à dire d'experts sont limitées par le recours à la théorie bayésienne de la décision (probabilités conditionnelles).

La **troisième** et dernière **étape** concerne l'élaboration des scénarios. Une typologie simple permet de distinguer deux types de scénarios :

1. Des scénarios d'anticipation. Ceux-ci sont obtenus en se fixant une image à long terme produite à partir des deux étapes précédentes. Partant de ce « futur donné », on s'interroge à rebours sur le cheminement jusqu'au présent, c'est-à-dire sur le scénario d'évolution qui peut conduire du présent connu vers le futur imaginé.
2. Des scénarios exploratoires. Fonctionnant en sens inverse des précédents, ils permettent d'imaginer des futurs possibles en extrapolant les tendances du passé. La construction des scénarios exploratoires s'appuie sur des méthodes proches de celles utilisées en prévision (cf. infra).

La complexité des cheminements possibles entre le futur et le présent suppose de découper la période d'étude en plusieurs situations partielles. C'est ainsi que l'on définira une ou plusieurs « images intermédiaires » reflétant les évolutions possibles du système à des dates charnières situées entre le présent et l'image terminale. De même, la complexité des cheminements et l'évolution des interactions entre le système et son environnement conduisent parfois à réaliser des études prospectives partielles portant sur un ou plusieurs sous-système de l'espace morphologique. Il convient alors de s'assurer de la cohérence globale de ces prospectives partielles (la modélisation macro-économique fournissant, à cet égard, un cadre de cohérence appréciable). Au total, le scénario ne sera pertinent que s'il représente clairement les déformations du système dans le temps, les ruptures et les continuités.

¹⁷ Zwicky F. (1947). « Morphology and nomenclature of jet engines », Aeronautical Engineering Review, Juin.

1.2.2.2. Les techniques de la prévision à long terme

Ces techniques sont très souvent utilisées en complément des analyses prospectives « classiques » et visent à décrire les différentes trajectoires entre le présent et les futurs possibles. Le recours à ces techniques s'avère nécessaire pour quantifier les évolutions de certaines grandeurs. C'est pourquoi, elles sont fréquemment utilisées dans le domaine de la démographie, de la macro-économie ou encore dans le cadre de certaines études sectorielles (agriculture, énergie, télécommunications...).

La technique la plus élémentaire (mais aussi la plus simpliste) consiste à projeter le futur en extrapolant les tendances du passé. Cette méthode conduit, implicitement, à faire du temps la seule variable explicative de l'évolution des grandeurs étudiées. La méthode est assez pauvre puisque, par définition, elle n'envisage aucune rupture possible avec les tendances du passé. Elle sert néanmoins à définir, peu ou prou, des « scénarios tendanciels ».

Extrapolation et erreurs de prévision

L'extrapolation constitue la technique la plus élémentaire pour projeter le futur. Si X représente la grandeur à projeter et t le temps, le modèle de projection s'écrira :

$$X_t = f(t)$$

La forme de la fonction f est généralement non linéaire. L'hypothèse la plus basique conduit à retenir un ajustement de type puissance ou exponentiel. Ce choix semble d'autant plus justifié que la grandeur a évolué dans le passé à un taux à peu près constant. Le raisonnement statistique conduit alors à induire que la régularité du passé se reproduira à l'avenir.

Cette technique, aussi élémentaire soit-elle, a été pourtant largement utilisée en France pour effectuer des prévisions à long terme de la demande d'électricité. Constatant que cette demande avait, dans le passé, évolué dans le même sens que le PIB et toujours plus vite que lui (d'environ 2 points de pourcentage), on déduisait que la demande conduirait à évoluer à taux constant dans le futur. La grande régularité de la croissance du PIB lors des « Trente glorieuses », à environ 5 % par an, conduisait à « pronostiquer » que la demande d'électricité continuerait de croître dans le futur à 7 % par an (5+2), soit un doublement tous les dix ans. Le programme électro-nucléaire a été partie calibré sur cette estimation qui, évidemment, ne tenait pas compte des deux chocs pétroliers et de la division par deux des rythmes de croissance du PIB à partir du milieu des années 70. Il s'en est suivi un sur-dimensionnement patent du parc nucléaire français.

Les projections basées sur des formes mathématiques plus sophistiquées (comme les courbes logistiques largement utilisées par les démographes ou encore les relations de type auto-régressifs) conduisent parfois à des erreurs de prévision tout aussi remarquables.

La modélisation constitue la seconde technique pour réaliser des projections à moyen ou long terme. Comme l'extrapolation, la modélisation s'appuie aussi sur les tendances du passé (cf. infra) mais pas pour en prolonger les tendances. Ainsi, la modélisation cherche à expliquer l'évolution future d'une grandeur (comme le PIB, la consommation des ménages, les importations...) par les variations d'un faisceau d'autres variables ; l'analyse historique permettant alors de spécifier la relation qu'entretient cette grandeur avec ses variables explicatives.

Un modèle se présente alors comme une suite ordonnée et cohérente d'équations. Il est d'usage de distinguer deux types d'équations :

1. Les équations comptables sont tirées du cadre de cohérence fourni par la comptabilité nationale. Dans le cadre d'un modèle macro-économique et financier,

ces relations assurent, par exemple, que l'offre est toujours égale à la demande, que l'épargne est identique à l'investissement, ou encore que la somme des capacités de financement couvre la somme des besoins de financement. Ces équations sont standards et figurent dans tous les modèles dont elles constituent la « colonne vertébrale ».

2. Les équations de comportement précisent la relation qu'entretient une grandeur (qualifiée d'endogène) avec ses variables explicatives. La relation est mise en évidence au moyen de l'économétrie. Cette technique statistique permet d'apprécier le lien que la grandeur à expliquer a entretenu, historiquement, avec les variables explicatives. Si ce lien est fondé statistiquement, le modélisateur pourra supposer qu'il continuera à jouer dans le futur (et ses suppositions relèvent du domaine des probabilités).

Si la nature ou la forme des équations comptables ne font pas l'objet de débats, il en va différemment des équations de comportement qui trouvent leur fondement dans la théorie économique. Une distinction élémentaire permet d'opposer :

1. Les modèles « néo-keynésiens ». La plupart d'entre eux s'apparente à des formalisations de type Harrod en économie ouverte. Ces modèles visent à expliquer la formation des capacités de production en supposant que la dynamique économique est essentiellement tirée par la demande. Les prix n'y jouent qu'un rôle limité et les complémentarités (des importations à la production nationale, des inputs à l'offre domestique) sont essentielles. Ces modèles s'avèrent relativement robustes pour décrire le fonctionnement d'économies « planifiées » ou fortement administrées ;
2. Les modèles « néo-classiques » s'inspirent des travaux théoriques de Léon Walras. Ils formalisent la réalisation de l'équilibre général de marché en rapprochant l'offre de la demande par le jeu des prix. La dynamique à long terme des économies se déduit des stratégies des agents (maximisation du profit pour les entreprises, de la satisfaction pour les consommateurs). Les modèles d'équilibre général calculable (MEGC) sont adaptés à des économies où domine la liberté des agents (libre concurrence, mobilité du capital et du travail, mobilité des produits, liberté de choix des consommateurs...).

Bien évidemment, le choix entre l'une ou l'autre de ces deux grandes familles de modèles n'est pas neutre. Il conditionne fortement les images à long terme et les futurs possibles. Ainsi, les modèles néo-keynésiens peuvent décrire des trajectoires à long terme « hors marché » conduisant à une accumulation de déséquilibres (déséquilibres extérieurs, déficits publics, déficits durables d'épargne domestique...). Inversement, les modèles EGC décriront des futurs possibles dans lesquels les prix (dont le taux de change et le taux de salaire) auront toujours réalisé l'équilibre simultané sur l'ensemble des marchés (biens et services, capital, travail extérieur...).

En revanche, le fonctionnement des modèles est à peu près identique, quelle que soit leur référence théorique. L'exploration du futur se fera au travers de *scénarios*, plus ou moins contrastés. Le terme « scénario » a ici un sens différent de celui utilisé dans l'analyse prospective. Il se définit par un jeu d'hypothèse sur le niveau des variables exogènes (c'est-à-dire des variables qui ne sont pas expliquées par le modèle). Très souvent, ces variables exogènes concernent l'environnement international, le cadre institutionnel, la technologie, la démographie... Par définition, ces variables conditionnent les futurs projetés au moyen du modèle, sans que les résultats des projections ne puissent agir sur elles.

1.2.2.3. Futurologie et « histoire raisonnée »

Cette approche, largement développée par J. Giri dans ses études sur le Sahel au XXI^e siècle ou dans les prospectives Sénégal 2025¹⁸, part du constat que les dynamiques sociales s'expliquent avant tout par des mouvements profonds et anciens. Pour autant, l'histoire raisonnée ne se confond pas avec l'extrapolation pure et simple évoquée ci-dessus. En effet, l'analyse de l'histoire longue (comme le suggérait Braudel) doit conduire à repérer les facteurs structurels mais aussi les incertitudes, les ruptures et les bifurcations.

La construction de scénarios s'appuie ainsi sur une rétrospective longue et une analyse des tendances récentes. Comme dans la méthode des scénarios, cette analyse historique doit conduire à repérer un nombre restreint de facteurs-clés qui conditionneront l'avenir. Mais à la différence de l'analyse prospective évoquée plus haut, les modalités futures de ces facteurs-clés sont limitées en raison de la prégnance du passé.

1.2.2.4. Le fil d'Ariane d'une force motrice¹⁹

Une méthode prospective opposée à la méthode systémique consiste à faire d'autant plus simple que la réalité est complexe, à filtrer et à hiérarchiser les faits passés, enfin à isoler une ou deux forces motrices, véritable fil d'Ariane permettant d'explorer le futur. Cette technique se situe volontairement dans le très long terme et adopte une représentation partielle, voire partielle. La représentation du futur est déterministe. L'incertitude et le rôle des acteurs sont limités. Les forces déterminantes qui constitueront le fil d'Ariane des futuribles peuvent être le progrès technique (cf. les prospectives de J. Fourastié), les contraintes des éco-systèmes et les ressources naturelles (cf. les prospectives du Club de Rome) ou encore les dynamiques de peuplement (cf. les travaux de WALTPS).

La méthode utilisée par WALTPS consiste à privilégier les facteurs démographiques (croissance, répartition spatiale, densité) et spatiaux (effets d'agglomération et d'interconnexion). Les villes exercent des effets de polarisation et créent le marché. La demande solvable entraîne l'agriculture, l'informel et les activités assurant une intermédiation entre la ville et son hinterland rural. La prise en compte d'espaces différenciés conduit à « territorialiser » la productivité.

Cette vision partielle a évidemment tendance à placer au second rang les variables généralement privilégiées dans les analyses prospectives plus classiques, comme les contraintes induites par l'environnement international ou encore des équilibres financiers. En revanche, elle a le grand mérite de la simplicité et de la transparence. Ainsi, en changeant de focalisation par rapport aux études de court terme, elle suscite de nouvelles questions.

En isolant une ou deux forces motrices, cette méthode présente toutefois le risque du glissement du positif au normatif ainsi que celui du raisonnement tautologique lié au choix du facteur englobant. Elle peut aussi conduire à une vision totalement erronée du futur en choisissant une force motrice se révélant, à long terme, totalement mineure (cf. les prospectives suggérées par J.-J. Servan-Schreiber conduisant à faire de l'informatique le facteur-clé du développement à long terme du continent africain).

¹⁸ Giri J. (1989), *Le Sahel au XXI^e siècle. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes*. Paris, Karthala.

¹⁹ On trouvera dans l'ouvrage de Th. Gaudin (« 2100 : récit du prochain siècle ») une illustration de cette méthode.

Existe-t-il, en définitive, une spécificité des méthodes selon les continents et les niveaux de développement ? Jusqu'où les différences contextuelles obligent-elles à changer de méthode ?

Deux points méritent d'être soulignés ici :

1. D'une part, l'Afrique est absente des grandes prospectives mondiales et des grandes réflexions de futurologie. Sa marginalisation économique peut en partie l'expliquer. Suivant le principe de Bachelard²⁰ qui suppose de « négliger ce qui est négligeable », les prospectives économiques oublient volontairement l'Afrique dont le futur, quel qu'il soit, ne conditionnera pas le devenir du monde. En effet, si le continent africain représente 18,2 % de la superficie mondiale, 10,3 % de la population (7,9 % en 1970), 7,2 % de la population urbaine (4 % en 1970), sa contribution à la richesse mondiale est faible (1,1 % du PIB mondial contre 2,2 % en 1970) et son niveau de vie régresse avec un PIB par tête inférieur de près de 90 % à la moyenne mondiale (contre 70 % en 1970) ;
2. D'autre part, les facteurs lourds qui pèsent sur l'Afrique ne sont pas les mêmes que dans les pays industrialisés ou émergents. Les facteurs clés concernent les dynamiques de peuplement, l'évolution des produits primaires, les dynamiques de l'informel. Enfin, des facteurs sociaux et culturels jouent également un rôle particulier. Ainsi, la conception du temps dans certaines sociétés conduit à faire du futur une actualisation du temps des ancêtres. Les sociétés africaines apparaissent alors fortement ancrées dans les traditions et l'historicité pèse fortement.

Ces facteurs militent en faveur d'analyses prospectives spécifiques à l'Afrique, réalisées par des experts maîtrisant non seulement les techniques des études de long terme, mais aussi possédant la connaissance approfondie du terrain qui les conduit à accorder un poids important au passé pour explorer l'avenir.

²⁰ Bachelard, G. (1980), *La formation de l'esprit scientifique*, Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 256 p.

1.3.

**QUELLES
ETUDES PROSPECTIVES ?**

On trouvera ci-dessous une liste, sélective et provisoire, d'ouvrages sur la prospective. Les titres précédés du symbole ☛ traitent plus spécialement des pays africains.

Les ouvrages précédés du symbole / font l'objet d'une fiche de lecture placée dans le volume 2 de ce rapport.

Les ouvrages précédés du symbole 📌 font l'objet d'une fiche de lecture placée en annexe au présent volume.

1.3.1. Ouvrages

Acerro, L., Cole, S., Rush, H. (1981), *Methods for Development Planning : Scenarios, Models and Micro Studies*, Paris, UNESCO, 269 p.

Achoff, R. (1982), *Creating the Corporate Future : Plan or Be Planned For*, New York, Wiley.

☛ Adedeji, A. (ed.) (1981), *Indigenization of African economy*, Londres, Hutchinson University Library for Africa, 413 p.

☛ Africa Institute (1979), *Planning in developing countries : theory and methodology*, New York : UNITAI.

☛ Afrique 2000, Revue africaine de politique internationale, Institut Panafricain de relations internationales, diverses livraisons.

☛ Altersial, Cered, Orstom (1985), *Nourrir les villes en Afrique sub-saharienne*, Paris : L'Harmattan, 421 p.

☛ Amin, S. (1980), Strategies for the future of Africa, *IFIDA Dossier*, n° 20, nov.-déc., p. 70-79.

Aron, R. (1959), *La société industrielle et la guerre*, Paris, Plon, 182 p. (Recherches en Sciences Humaines).

Bachelard, G. (1980), *La formation de l'esprit scientifique*, Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 256 p.

☛ Bailey, R. (1977), *Africas industrial future* Oulder, Colorado : Westview Press.

/ Balandier, G. (dir.) (1966), L'Afrique en devenir, *Prospectives*, n° 13, juin.

/ Banque mondiale, Agarwala, Lendel Mills, Please (1989), *L'Afrique sub-saharienne de la crise à la croissance soutenable*, Paris, Washington.

/ Banque mondiale (1995), *Labor and Growth crisis in sub-saharan Africa*, Washington.

Berger, G. (1958), L'attitude prospective, *Revue Prospective*, n° 1.

Berger, G. (1967), *Les étapes de la prospective*, Paris, PUF, 344 p. (Bibliothèque de la prospective).

Berthelot, Y. (dir.) (1985), *Configurations prospectives de l'économie mondiale*, Paris, CEPII, 96 p.

☛ Blackman, C., Adesida, O. (1994), Futures studies and the future of Africa, *Futures*, vol. 28, n° 9, nov.

Bluet, J.-C., Zeonr, J. (1970), *Prospective géographique : méthode et directions de recherches* », Paris, Métra, vol. IX, n° 1.

Bowander, B. (1980), Futures Research and the Third World, *Futuristics*, vol. 4, n° 1, pp. 39-53.

- Braudel, F. (1977), *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion.
- ☛ Bugnicourt, J. (1980), *Quel environnement et quelle société pour l'Afrique de l'an 2000 ?*, Dakar ENDA.
- Bureau d'Informations et de Prévisions Economiques (1984), *Economie de la France à l'horizon 2000*, Paris, Economica, 512 p.
- / Bureau International du Travail (1997), *Labour Force Prospectives 1950-2010*, Genève.
- Cazes, B. (1986), *Histoire des futurs. Les figures de l'avenir de Saint Augustin au XXIe siècle*, Seghers, collection Les visages de l'avenir, Paris, 475 p.
- Cazes, B. (1990), Prospective, in *Les notions philosophiques*, PUF, Paris, pp. 2092-2095.
- ☛ CERED, Coussy, J., Hugon, Ph., Sudrie, O. (1988), *Les stratégies de passage de crise des pays pétroliers du golfe de Guinée*, Nanterre : Université Paris X Nanterre : LAREA, 145 p. + annexes.
- ☛ CILSS/Club du Sahel (1989), *Le Sahel face aux frontières*, Paris, OCDE.
- ☛ Club de Rome, Schneider, B. (1987), *L'Afrique face à ses priorités*, Paris : Economica, 144 p.
- ☛ Club du Sahel/WALTPS (1998), *Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest, une vision à l'horizon 2020*, OCDE, Paris.
- ☛ Club du Sahel (1995), *Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest : une réflexion régionale sur les politiques de développement*. Paris, Septembre.
- ☛ Club du Sahel (1995), *Regards sur une Afrique de l'Ouest en pleine mutation*. Bulletin d'information n° 4, Été, pp. 13-28.
- / CNUCED (1995), *Libéralisation du commerce international et implications pour la diversification en Afrique*. Genève.
- Coates, F., Janat, J. (1992), *The Futures : Trends Into the Twenty First Century*, The Annals of the American Political and Scoail Science Association, New Haven CT, Yale University Press.
- Cole, S. (1977), *Global Models and the International Economic Order*, Oxford, Pergamon Press, New York, UNITAR.
- Commissariat Général du Plan, Centre National de la Recherche Scientifique (1987), *Prospectives 2005*, Paris, Economica, 487 p.
- ☛ Commission économique pour l'Afrique (1983), *La CEA et le développement de l'Afrique 1983-2008 : étude prospective préliminaire*, Addis-Abeba : CEA.
- / Commission européenne (1997), *Les relations entre l'Union européenne et les pays ACP à l'aube du XXIe siècle. Défis et options vers un nouveau partenariat*. Bruxelles, Luxembourg.
- / Commission nationale de Prospective (1997), *Côte d'Ivoire 2025*, ministère du Plan et du Développement Industriel, Abidjan.
- ☛ Cour J.-M. (1997), *Les enjeux de l'urbanisation dans les pays en voie de développement du sud : le cas de l'Afrique de l'Ouest*. Actes des journées d'étude sur le développement local et les dynamiques de peuplement en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020, CFSI — Comités de pilotage des commissions mixtes, Paris 5-6 décembre.
- ☛ Coussy J., Hugon Ph. (ed.) (1991), *L'intégration régionale et l'ajustement structurel en Afrique sub-saharienne*, Paris, ministère de la Coopération, La Documentation française.

- ☛ Coussy, J. (1988), *L'avenir de l'Afrique sub-saharienne dans l'économie internationale*, Afrique contemporaine, n° 146, 2e trim., n° 21-37.
- / Crépin, X., Tabor-Nouval, M.C. (1998), *Mécanismes et logiques de l'urbanisation en Afrique au sud du Sahara*, ministère de la Coopération, Janvier.
- David, M., Michaud, J.C. (1989), *La prévision, approche empirique d'une méthode statistique*, INRA, Masson, Paris.
- De Bandt, J., Hugon, Ph. (eds) (1989), *Les Tiers Nations en mal d'industrie*, Paris, Economica.
- ☛ Deblé, I. (1991), Essai de prospective éducative en Afrique Sub-Saharienne, in GEMDEV, *L'avenir des Tiers Mondes*, pp. 227-252.
- Decouflé, A., *La prospective*, Paris, PUF, Que sais-je ?
- Decouflé, A.C. (dir.) (1978), *Traité élémentaire de prévision et de prospective*, Paris, PUF, 432 p.
- Delancey, M.W. (1992), *Handbook of Political Science Research on SubSaharan Africa : Trends form the 1960's to the 1990's*, Westport, CT, Greenwood.
- ☛ Elmandjra, M. (1980), *Report on the desirability and feasibility of establishing an African Institute for advanced public policy analysis and futures studies*, New York : PNUD.
- Encel, S., Marstrand, P., Page, W. (1975), *The Art of Anticipation*, Londres, Martin Robertson.
- / EPCDM (1996), *Au delà de Lomé IV : pistes de réflexion sur l'avenir de la coopération ACP-UE*. Rapport EPCDM n° 6, Maastricht, Octobre.
- ☛ Enda (1972), *Pour une prospective de l'environnement et du développement en Afrique tropicale*, in Commission économique de l'Afrique sur le futur de l'Afrique, Addis-Abeba, CEA.
- ☛ FAO (1986), *L'Agriculture africaine : les 25 prochaines années*, Rome : FAO, 49 p. + 5 annexes.
- ☛ Fawalque, C., Vithovic, M, Godin, L. (1998), *The Future of african cities : challenges and priorities for urban development*, World Bank, Washington.
- Fédération mondiale pour les études sur le futur, Futuribles, Association mondiale de prospective sociale (1987), *Reconquérir le futur : manuel d'études prospectives à l'usage des planificateurs africains établi pour le PNUD*, Paris, Futuribles ; Bruxelles : La Longue vue, 224 p.
- Flechteim, O. (1965), *History and Futorology*, Meisenheim (RFA), Verlag Haim.
- Forrester, J.W. (1982), *Dynamique mondiale*, Lyon, PUL, 224 p. (Sciences des systèmes).
- Fowles, J. (ed.) (1978), *Handbook of Futures Research*, Westport, Connecticut, Greenwood Press, 822 p.
- Freeman, C., Jahod, M. (1978), *World Futures : the Great Debate*, Londres, Martin Robertson, 416 p.
- Futuribles international (1982 et suiv.), *Bibliographie prospective : analyse bimestrielle des principales études sur l'avenir réalisées dans le monde (ver. ang Worldwide bi-monthly annotated bibliography of major futures studies)*, Paris, (bimestriel entre 1982 et 1986, puis annuel depuis 1987).
- ☛ ☛ Futurs Africains (1997), *Quelques repères. Cinq années d'études nationales des perspectives à long terme de l'Afrique*, PNUD/Futurs Africains.
- / Futurs Africains : Etudes Nationales : Côte d'Ivoire, Maurice, Gabon, Guinée Bissau, Cap Vert, Malawi, Zimbabwe, Sao Tome, Madagascar, Swaziland.

- ☛ Gaudier, M. (1982), *Africa 2000: an analytical bibliography on African proposals for the XXI century*, Geneva : Institut international d'études sociales ; Addis-Abeba : OUA, 313 p., Série bibliographique ; 5.
- Gaudin, T. (sous la direction de) (1990), *2100 récit du prochain siècle*, Editions Payot, Paris, 600 p.
- ☛ GEMDEV (1991), *L'avenir des Tiers Mondes*, Paris, PUF, coll. Tiers Monde.
- / GEMDEV (1997), *La convention de Lomé en questions : les relations entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne après l'an 2000*, Paris, Karthala.
- Gimpel, J. (1992), *La fin de l'avenir, le déclin technologique et la crise de l'occident*, Seuil, Paris, avril, 197 p.
- ★ ☛ Giri, J. (1989), *Le Sahel au XXIe siècle. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes*, Paris, Karthala.
- Godet, M. (1985), *Prospective et planification stratégique*, Paris, Economica, 336 p.
- ★ Godet, M. (1997), *Manuel de prospective stratégique*, Tome 1 : Une indiscipline intellectuelle (260 p.) ; Tome 2 : L'art et la méthode (359 p.), Dunod, Paris.
- Gonod, P.F. (1990), *Dynamique de la prospective*, Edition Aditech (Association pour la diffusion de l'information technologique), n° 136, Paris.
- Hakhen, H., Wunderlin, A. (1990), Le chaos déterministe, *La Recherche*, n° 21, octobre.
- Handy, C. (1994), *The Empty Raincoat, Making Sense of the Future*, Hutchinson, London (paru aussi sous le titre : *The Age of Paradox*, Harvard Business School Press).
- / Harold, P. (1998), *The Impact of the Uruguay Round on Africa World*. World Bank Discussion Paper n° 311, Washington D.C.
- Hatem, F. (avec la participation de Cazes, B. et Roubelat, F.) (1993), *La prospective, pratiques et méthodes*, Economica, collection Gestion, Paris.
- Higgins J.-M. (1982), *Potential population supporting capacities of lands in the developing world*, Rome : FAO.
- ☛ Hugon, Ph. (1988), Les Afriques en l'an 2000, Perspectives économiques, *Afrique contemporaine*, n° 146, 2e trim.
- ☛ Hugon, Ph. (1990), *Economie du développement*, Paris, Dalloz, 156 p.
- ☛ Hugon, Ph. (1991), Afrique Sub-Saharienne. Un essai de prospective économique, in GEMDEV, *L'avenir des Tiers Monde*, pp. 111-132.
- ☛ Hugon, Ph. (1993), *Economie de l'Afrique*, Paris, Repères, 2e édition 1999.
- ☛ Hugon, Ph., Coussy, J., Sudrie, O. (1991), *Urbanisation et dépendance alimentaire en Afrique sub-saharienne*, Paris, Sedes.
- ☛ Hugon, Ph., Sudrie, O. (1987), « La crise de la planification africaine : diagnostic et remèdes », *Tiers-Monde*, vol. XXVIII, n° 110, juin, p. 407-434.
- ☛ Hugon, Ph. (1998), *La régionalisation comparée en Afrique sub-saharienne et en Asie de l'Est*, Revue Tiers Monde, n° 155, Juillet-Septembre.
- / Hugon, Ph. (1999), *La zone franc à l'heure de l'Euro*. Paris, Karthala.
- Huyghe, F.B. (1996), *Les experts ou l'art de se tromper, de Jules Vernes à Bill Gates*, Plon, Paris, 190 p.
- Interfuturs (1979), *Face aux futurs : pour une maîtrise et une gestion de l'imprévisible*, Paris, OCDE, 450 p.

- Jacob, A. (dir.) (1989), L'univers philosophique, in *Encyclopédie philosophique universelle*, PUF, Paris.
- Jantsch, E. (1967), *Technological Forecasting in perspective*, OCDE, Paris.
- / De Jong, A., Zalm, G. et al. (1992), *Scanning the Future : a long term scenario study if the world economy 1990-2015*. Central Planning Bureau, La Haye.
- Jouvenel (de), B. (1964), *L'art de la conjecture*, Hachette, Paris.
- Jouvenel (de) H. (1979), *Un voyageur dans le siècle*, Robert Laffont, Paris.
- Jouvenel (de) H. (1986), *Revoir Hélène*, Robert Laffont, Paris, 231 p.
- Jouvenel (de) H. (1993), Sur la démarche prospective, un bref guide méthodologique, *Futuribles*, n° 179, pp. 51-70.
- Kahn, H., Wiener, A.J. (1967), *L'An 2000*, Robert Laffont, Paris.
- Kahn, H., Wiener, A.J. (1972), *L'An 2000 : la Bible des 30 prochaines années*, Verviers, Gérard, 519 p. (Marabout Université, 225).
- Kast, R. (1993), *La théorie de la décision*, La Découverte, Paris, 125 p.
- ☛ Kodjo, E. (1985),... *Et demain l'Afrique*, Paris : Stock, 366 p.
- ☛ Legum, C. [et al.] (1979), *Africa in the 1980: continent in crisis*, New York : Mac Graw Hill, 232 p.
- Leontief, W. et al. (1977), *1999, une étude de l'ONU sur l'économie mondiale future*, Paris, Dunod, 225 p. (Demain).
- ☛ Leroy, E. (1991), Une doctrine foncière pour l'Afrique rurale de l'an 2000, in GEMDEV, *L'avenir des Tiers Mondes*, pp. 193-211.
- Lesourne, J. (1981), *Les mille sentiers de l'avenir*, Paris, Seghers, 377 p. (Les visages de l'avenir).
- Lesourne, J., Godet, M. (dir.) (1986), *La fin des habitudes*, Paris, Seghers, 491 p. (Les visages de l'avenir : prospective sociale).
- Masini, E. (ed.) (1983), *Visions of Desirable Societies*, Oxford, Pergamon Press, 272 p. (System Science and World Order Library).
- Masini, E., Datar, J., Rodgers, S. (eds) (1988), *The Futures of Development : Selections from the Tenth World Conference of World Futures Studies Federation*, New York, UNESCO.
- ☛ M'Bokolo, E. (1987), *L'Afrique centrale : stratégies de développement et perspectives*, Paris : UNESCO, Bureau d'études et de programmation, 149 p.
- ☛ M'Bokolo, E. (1993), *Développement : de l'aide au partenariat*, Commissariat Général du Plan, La Documentation Française, mai.
- Meadows, D., Meadows, D., Randgers J.(1972), *The Limits to Growth*, Universe Book, New-York.
- / Mils, G. (Ed.), (1998), *Southern Africa into the next Millenium*, The South African Institute of International Affairs, Johannesburg, Juillet.
- Minois, G. (1996), *Histoire de l'avenir, des Prophètes à la prospective*, Fayard, Paris, 676 p.
- Morin, E. (1981), *Pour sortir du XXe siècle*, Paris, Nathan, 381 p. (Dossiers, 90).
- Morrisson, J. et al. (ed.) (1983), *Applying Methods and Techniques of Futures Research*, San Francisco, CA, Jassej-Bars.
- ☛ Naudet, J.D (1993), *Peuplement et économie en Afrique de l'Ouest : analyse du passé (1960-1990) et amorce de vision prospective*, DIAL, document de travail, Janvier.

- ☛ Naudet J.D (1993), *Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest : éléments de vision économique prospective, l'Afrique à l'horizon décennal*. DIAL, novembre.
- / Ninnin, B. (1993), *Towards a geography of woodfulls economics : application to the case of five sahelian countries*. Banque mondiale, Energy Unit, Africa Technical Department, Juin.
- ☛ OCDE, CILSS, BAD (1993), *Analyse démo-économique rétrospective et esquisse d'image à long terme de la région Afrique de l'Ouest*. Projet CINERGIE, document de travail n° 2, Paris.
- / OCDE (1997), *Globalization and Linkages to 2020 : Challenges and Opportunities for OECD Countries*. International high-level Experts Meetings, Paris.
- ☛ Octave (1981), *Demain l'Afrique : de la prospective à la planification*, Paris : PUF, 195 p.
- ☛ Organisation de l'unité africaine (1979), *Quelle Afrique en l'an 2000 ? Rapport final du colloque de Monrovia sur les perspectives de développement de l'Afrique à l'horizon 2000*, Monrovia (Liberia), 12-16 février, Genève : Institut international d'études sociales, 142 p.
- ☛ Organisation de l'unité africaine (1981), *Plan d'action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique 1980-2000*, Addis-Abeba, OUA, 171 p.
- / Organisation mondiale de la santé (1981), *Stratégie mondiale en vue de l'instauration de la santé pour tous d'ici l'an 2000*, Genève, OMS, 90 p., Santé pour tous ; 3.
- Passet, R. (1983), *L'économie et le vivant*, Paris, Payot.
- Piganiol, P., Russo, F. (1972), Prospective et futurologie, *Encyclopédia Universalis*, 1995.
- ☛ PNUD (1986), *Reclaiming the Future : A Manual for African Planners*, London, Tycoody.
- ☛ PNUD/Futurs Africains (1993), *Methodological Guide to the Nltps Process*, Abidjan, PNUD/NLTPS.
- / PNUD (1999), *Forum mondial sur la compétitivité future des économies africaines*. Colloque, Dakar, Mars.
- Polak, F. (1961), *The Image of the Future : Enlightening the Past, Orienting the Present, Frecasting the Future*, New York, Oceana Publications, 2 vol. 1. The Promised Land, Source of Living Culture, 456 p., 2. Iconoclasm of the Image of the Future, Demolition of Culture, 376 p.
- Prigogine, L., Stengers, L. (1988), *La nouvelle alliance*, Paris, Folio.
- ☛ Raison, J.P. (1991), Croissance des risques et accumulation des mutations dans les agricultures africaines : perspectives pour la fin d'un millénaire, in GEMDEV, *L'avenir des Tiers Mondes*, pp. 171-192.
- ☛ Sala Diakanda Mpembele (1988), Démographie africaine : tendances et perspectives, *Afrique contemporaine*, n° 145, 1er trim., p. 3-27.
- Salomon, M. (1981), *L'avenir de la vie*, Seghers, Paris, 430 p.
- / Scet international, Scet agri, Sedes, Cour, J.-M. (dir.) (1984), *Une image à long terme de l'Afrique au sud du Sahara*, Bruxelles : Commission des Communautés européennes ; Paris : Caisse des dépôts et consignations, 223 p.
- Scheps, R. (1996), *Les sciences de la prévision*, Seuil, Paris.
- Schwartz, P. (1991), *The Art of the Long View*, New York, Double Day.
- Schwartz, P. (1993), La planification stratégique par scénarios, *Futuribles*, n° 176, pp. 31-50.
- Sfez, L. (1984), *La décision*, PUF, Que sais-je ?, Paris, 127 p.

- ☛ Shaw, T.M. (1985), Olajide Aluko (eds.), *Africa projected: from dépendance to self reliance by the year 2000*, Londres : Macmillan, 217 P.
- ☛ Shaw, T.M. (ed.) (1982), *Alternative futures for Africa*, Boulder, Colorado : Westview Press, 365 p., Westview Special Studies on Africa.
- ☛ Snrech, S. (1997), *Bilan et perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest*. Contribution au séminaire FAO-ISRA sur « Les approvisionnements et la distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone », Dakar, Avril.
- ☛ Stratys (Ed) (1999), *Étude prospective Irrigation*, ministère des Affaires étrangères, Coopération et développement, Paris, Janvier.
- Stratys (Ed) (1999), *Immigration ouest-africaine à l'horizon 2020*, ministère des Affaires étrangères, Coopération et développement, Paris, Janvier.
- ☛ Sudrie, O. (1988), L'apport des modèles prévisionnels dans l'étude des perspectives économiques de l'Afrique à l'horizon 2000, *Afrique contemporaine*, n° 146, 2e trim.
- ☛ Sudrie, O.(1997), *Perspectives économiques à long terme de l'Algérie*, DME, Paris.
- ☛ Sudrie, O.(1997), *Perspectives économiques à long terme du Sénégal*, DME, Paris.
- ☛ Sudrie, O.(1997), *Perspectives économiques à long terme de la Côte d'Ivoire*, DME, Paris.
- ☛ Sudrie, O.(1998), *Perspectives économiques à long terme de l'Afrique du Sud*, DME, Paris.
- ☛ Sudrie, O.(1998), *Perspectives économiques à long terme de Madagascar*, DME, Paris.
- Sutter, J. (1983), *L'anticipation, psychologie et psychopathologie*, PUF, Paris.
- / TICAD (1998), *Le développement de l'Afrique à l'aube du XXIe siècle*. Deuxième conférence internationale de Tokyo. Tokyo, 12-21 Octobre.
- ☛ *Tiers Monde* (1971), Le Tiers Monde en l'an 2000, t. XII, n° 47, Juill.-Sept.
- Tinbergen J.(1976), *Reshaping the International Order*, Dutton, New-York.
- / Tubiana, L., Jadot, Y. (1995), *Les accords du GATT : cadre d'analyse et éléments de stratégies pour les pays d'Afrique sub-saharienne*. Coalition Mondiale pour l'Afrique, Washington D.C...
- ☛ Tucker, B. Scott, B.R. (eds) (1992), *South Africa : Prospects for a Successful Transition*, Kenwyn, Juta.
- / UNESCO (1993), *Trends and projections of enrolment by level of education and by age 1960-2000 as assessed in 1982*, Paris : UNESCO.
- / United Nations (1998), *World Population Projections to 2150*, UNFPA, Washington.
- Vani Auctares (1967), *Les étapes de la prospective*, Paris, PUF.
- Wack, P. (1986), La planification par scénarios, *Futuribles*, n° 99, mai, pp. 3-26.
- ☛ Wheeler, J. (1987), L'Afrique sub-saharienne d'ici à trente ans, *Futuribles*, n° 107, févr., p. 57-64.
- / World Bank (1997), *China 2020 : Development Challenges in the new century*. Washington D.C.
- Zwicky, F. (1947), *Morphology and nomenclature of jet engines*, Aeronautical Engineering Review, Juin.

1.3.2. Revues de prospective

1.3.2.1. Revue « **Futures** »

13 High Street Cottenham
Cambridge CB4 4SA – UK
(ed. Colin Blackman)

Numéro spécial dirigé par C. Blackman, et Adesida (1994), *Studies and the Future of Africa*, *Futures*, vol. 29, n° 6, nov.

Futures est une revue multidisciplinaire qui traite des méthodes et des politiques des prospectives pour les décideurs dans les domaines de la culture et de la société, de l'économie, de la technologie, des politiques et de l'environnement.

EDITOR

Colin R Blackman
13 High Street, Cottenham, Cambridge CB4 4SA, UK
(Tel : + 44 954 206236; Fax : 44 954 206237 ; e-mail : crblackman@CityScape.co.uk)

CONSULTING EDITORS

Professor Sam Cole Center for Regional Studies, SUNY, Buffalo, USA
Richard A Slaughter Institute of Education, University of Melbourne, Australia
Ian Miles PREST, University of Manchester, UK
Ziauddin Sardar Faculty of Technology, Middlesex University, London UK

INTERNATIONAL EDITORIAL BOARD

Roy Amara Strategic Decisions Group, Menlo Park, CA, USA
Daniel Bell Harvard University, Cambridge, MA, USA
Igor Bestuzhev-Lada Institute of Sociology,
Russian Academy of Sciences, Moscow, Russia
James Dator Hawaii Center for Futures Studies, HI, USA
Yehezkel Dror Department of Political Science, The Hebrew University, Jerusalem Israel
E Fontela Geneva, Switzerland
Lawrence Freedman King's College, University of London, UK
Johan Galtung Geneva, Switzerland
Martha J Garrett Centre for Interdisciplinary Studies, University of Göteborg, Sweden
Katrin Gillwald Wissenschaftszentrum, Berlin, Germany
Michel Godet Conservatoire National des Arts et Métiers, Paris, France
Peter Hall University College, London, UK
Olaf Helmer Professor Emeritus, University of Southern California, USA
Hazel Henderson Florida, USA
Sohail Inayatullah Queensland University of Technology, Brisbane, Australia
Lars Ingelstam Department of Technology and Social Change, Linköping University,
Sweden

John Chris Jones London, UK
Hugues de Jouvenel Association Internationale Futuribles, Paris, France
Magda Cordell McHale Center for integrative Studies, SUNY, Buffalo, USA
Michael Marien Future Survey, Bethesda, MD, USA
Eleonora Masini Rome, Italy
Norman Myers Headington, UK
Ashis Nandy Centre for the Study of Developing Societies, Delhi, India
Jim Northcott Policy Studies Institute, London, UK
Hasan Ozbekhan Social Systems Sciences Department, University of Pennsylvania, USA
Qin Linzheng Chinese Academy of Social Sciences, Beijing, China
John Richardson School of International Service, The American University, Washington DC, USA
Peter Roberts City University, London, UK
Francisco Sagasti GRADE, Lima, Peru
Satish Seth Indian Council of Management and Future, New Delhi, India
Jim Skea Science Policy Research Unit, Sussex University, UK
Trevor Williams London, UK
Kaoru Yamaguchi Faculty of International Economics, Nagoya University of Commerce, Japan

1.3.2.2. Revue « Futuribles »

55, rue de Varenne
75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01.42.22.63.10
Fax : 01.42.22.65.54
Minitel : 3615 SJ*Futuribles

Directeur : H. de Jouvenel
Revue mensuelle

COMITE D'ORIENTATION

Ismail S. Abdala, Michel Albert, Serge Antoine, Göran Backstrand, Michel Crozier, Claire Degenhardt, François Eck, Mahdi Elmandjra, Emilio Fontena, Michel Godet, Harold A. Linstone, Edmond Lisle, Daniel Malkin, Eleonora Masini, Henri Mendras, Amélie, d'Oultermont, Pierre Paganiol, Jean Saint-Geours, Michel Salomon, Philippe de Seynes, Alvin Toffler, Georges Vedel.

COMITE DE REDACTION

Guy Aznar, Anne de Beer, Pierre Bonnaure, Jean-Yves Boulin, Bernard Cazes, Gilbert Cette, Michel Drancourt, Jacques Giri, Charles du Granrut, Alain Michel, Nicole Morgan, Alain Parant, André-Yves Portnoff, Michel Schiray, Jacques Theys.

REDACTION

Stéphanie Debruyne, Christine de Guébriant

1.3.2.3. Autres revues africanistes susceptibles de publier des articles de prospective

REVUES ANGLOPHONES

Africa

Africa Development

Africa Insight

Africa Quarterly

Africa Research Bulletin

Africa Today

African Bulletin

African Economic History

African Studies Review

Journal of Contemporary African Studies

Ed. : P. Mc Allister, R. Southall, J. Daniel

Institute of Social and Economic Research

Rhodes University, South Africa

Journal of Southern African Studies

Ed. : S. Dubow (University of Sussex – UK)

L. Gunner (School of Oriental and African Studies, University of London)

D. Potts (School of Oriental and African Studies, University of London)

Review of African Political Economy

Ed. : J. Burges, C. Stonemans

Sheffield – UK

REVUES FRANCOPHONES

Afrique contemporaine

Cahiers d'études africaines

Mondes en développement

Politique africaine

Revue économique du développement

Tiers Monde

1.4.

**QUELQUES ETUDES
METHODOLOGIQUES**

Cette annexe rassemble cinq fiches de lecture sur des ouvrages à caractère principalement méthodologique.

La première fiche rend compte des méthodes de l'analyse prospective (Godet M., 1997), *Manuel de prospective stratégique*. Paris, Dunod, 2 tomes.

Les quatre autres fiches portent sur des ouvrages illustrant les différentes méthodes évoquées dans la présente étude :

1. Une application de la méthode des scénarios et de l'analyse structurelle (Stratys (Ed), (1999), *Étude prospective Irrigation*, ministère des Affaires étrangères, Coopération et Francophonie, Paris).
2. La méthode des aspirations (Futurs Africains, *Études nationales des perspectives à long terme*, diverses livraisons).
3. L'histoire raisonnée (Giri, J. (1989), *Le Sahel au XXIe siècle : un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes*, Paris, Karthala).
4. Le fil d'Ariane d'une force motrice : l'exemple des dynamiques démo-économiques et spatiales (Club du Sahel (1998), *West African Long term Perspectives*. OCDE)

1.4.1.

**LES METHODES
DE L'ANALYSE PROSPECTIVE**

MANUEL DE PROSPECTIVE STRATEGIQUE

GODET Michel, Dunod, 1997, 2 tomes

Le manuel se présente en deux tomes : le premier qui s'intitule "une indiscipline intellectuelle" expose les concepts et les idées clés de la prospective ; le second, "l'art de la méthode", présente la boîte à outils de la prospective stratégique. Le mot prospective qui a des origines latines, le verbe *prospicere* signifie regarder au loin ou de loin, a été relancé par G. Berger en 1957 dans un article de la *Revue des deux Mondes*. L'interrogation de l'auteur est la suivante : comment agir face aux grandes questions de cette fin de siècle, étant entendu que les diagnostics et les prescriptions sont connus ? Il faut avant tout retrouver la mémoire pour préparer l'avenir et s'écarter ainsi de ce qui pourrait s'apparenter à la futurologie ou à "la boule de cristal". Il faut encore respecter des règles pour éviter toute erreur de prévision : "en raison de son indiscipline intellectuelle, la prospective a besoin de rigueur pour ne pas tomber dans les pièges de la prédiction et du charlatanisme aussi faciles dans ce domaine que trompeurs".

TOME 1. UNE INDISCIPLINE INTELLECTUELLE

Ce premier tome dont l'intitulé revient à Pierre Massé, comprend huit chapitres. Dans le premier chapitre, "le rêve féconde la réalité", l'auteur cherche à répondre à trois questions : pourquoi anticiper les changements ? comment le faire ? comment les maîtriser ? L'un des éléments de réponse tient à la qualité des hommes et à la force de leur volonté. "La construction de l'avenir ne dépend pas seulement du hasard et de la nécessité mais aussi de la volonté des hommes" (p 8). Cette volonté est d'autant plus utile que les comportements des hommes ne seront pas réactifs mais proactifs. Comme dans un jeu à plusieurs acteurs, celui qui passe à l'offensive et qui a anticipé oblige les autres à devenir réactifs. Mais comment peut-on anticiper correctement ? Cinq idées clés sont incontournables : le passé est riche d'enseignements pour l'avenir ; identifier l'éventail des futurs possibles par les scénarios ; se méfier des idées reçues et accepter de rompre avec le conformisme du consensus ; associer les acteurs locaux aux innovations ; confronter la théorie avec le réel.

Dans le chapitre 2, il est question de prendre acte des leçons de l'héritage accumulé. L'auteur nous renvoie successivement à la préhistoire, à l'Église, à l'armée, au taylorisme, aux principes d'organisation de Fayol puis au principe d'intégration de Mary Parker Follett pour relever que le management et la stratégie remontent à plusieurs millénaires. Ces deux concepts sont dans la pratique intimement liés aux concepts de prospective et de planification. Pour autant, il convient de séparer le temps de l'anticipation, c'est à dire de la prospective des changements possibles et souhaitables et le temps de la préparation de l'action, soit l'élaboration et l'évaluation des choix stratégiques possibles pour se préparer aux changements attendus et provoquer les changements souhaitables.

"Du déterminisme à la détermination" tel est le titre du chapitre 3. Il indique, entre autres, que la prospective ne peut pas ignorer le poids des déterminismes pas plus que l'importance du hasard. Les lectures du changement sont d'abord analysées dans une conception classique puis dans une conception "scientifique". Dans cette seconde conception, on retrouve les théories des bifurcations et du chaos qui, issues des sciences dures, envahissent depuis les années soixante-dix les sciences sociales. L'image de "l'effet papillon" selon lequel un simple battement d'aile d'un papillon à un bout du monde pourrait à la limite provoquer une tempête à l'autre bout quelques semaines, quelques mois plus tard illustre le propos. On retrouve là l'idée d'un chaos déterministe. Cette évolution d'apparence chaotique suit en réalité une trace.

Dans le chapitre 4, l'auteur est préoccupé par la question du sens et du poids de l'histoire. Quelles leçons peut-on tirer du passé ? Les évolutions constatées étaient-elles inéluctables ? Reprenant les propos de Fernand Braudel, "il y a un temps social à mille vitesses, à mille lenteurs", et non un temps social d'une seule coulée. Ignorer le passé ne permet pas d'anticiper les futurs possibles. L'indispensable rétrospective (qui peut représenter les deux tiers de l'investissement de l'étude) permet d'anticiper les événements. Pour autant, de fortes rigidités limitent les évolutions adaptatives. A partir d'une analyse des structures familiales au cours des siècles puis de la controverse sur les cycles longs techniques et économiques, l'auteur considère que tout change, "sauf les rigidités". De nombreux obstacles au changement existent et les

individus s'accrochent à leurs habitudes, résistent au changement de comportement et d'organisation qui s'impose pour maîtriser les changements et non les subir. "Tout se passe comme s'ils voulaient entrer dans l'avenir à reculons".

Expliquer les erreurs d'analyse et de prévision, tel est l'objectif du chapitre 5. Parmi les causes générales d'erreurs d'analyse, il faut relever : la myopie face aux forces de changement et d'inertie, l'effet d'annonce et le mensonge politique, l'insuffisance et la censure de l'information, l'inexactitude des données et l'instabilité des modèles, l'erreur d'interprétation, les obstacles épistémologiques. Parmi les causes spécifiques d'erreurs d'analyse, on trouve : une vision parcellaire de la prévision (par exemple en économie où la discipline s'érige en secteur autonome, la prévision économique est coupée de la prévision sociale et politique), l'exclusion des variables non quantifiables, des méthodes de prévision qui supposent l'existence de relations stables entre les variables (or les structures ne sont ni constantes, ni statiques), l'explication de l'avenir par le seul passé, une modélisation excessive (un modèle n'est pas la réalité mais un moyen, parmi d'autres, de la regarder), le conformisme des conjoncturistes.

Chasser les idées reçues sans créer des inimitiés, tel est l'objet du chapitre six. C'est un exercice risqué pour la réputation intellectuelle. Autant il est difficile de poser les vraies questions, autant il est facile d'évoquer les faux problèmes. De tout temps, des mirages collectifs ont aveuglé les acteurs du système et les sociétés humaines passent d'un mirage à un autre pour mieux ignorer les vrais problèmes (la France est à cet égard confrontée au mirage éducatif où la maladie du diplôme ne résoud ni le chômage des jeunes, ni la pénurie de professionnels). L'auteur présente ensuite et analyse deux nouveaux mirages : le partage du travail et le développement durable.

L'avant-dernier chapitre propose d'éclairer la réflexion par une synthèse des tendances probables, des incertitudes majeures et des risques de rupture pour les pays développés à l'horizon 2010. Après avoir montré les multiples incertitudes de l'avenir, tant à propos de la régulation de l'économie internationale que des perspectives de la mondialisation ou de la construction européenne, Michel Godet développe douze tendances probables et expose trois incertitudes majeures du contexte national et international des prochaines décennies. Parmi les douze tendances, nous relevons les déséquilibres démographiques et les flux migratoires Sud-Nord, des menaces sur l'environnement, la dérégulation et la déréglementation du contexte international, une crise de l'Etat-protecteur, l'irruption de nouvelles technologies et une nouvelle donne compétitive, la course à la productivité de l'agriculture et ses effets pervers. Les trois incertitudes majeures sont : le rythme de diffusion des nouvelles technologies, la métamorphose du travail et de l'emploi, l'évolution des modes de vie et de l'organisation sociale.

Le dernier chapitre aborde "l'homme au cœur de la différence". Les structures et les comportements sont contraints à se métamorphoser de sorte qu'il faut rompre avec les habitudes pour faciliter la révolution mentale. Il faut explorer toute possibilité en matière d'innovation sociale sauf celles qui prétendent à l'universalité. En règle générale, elles ne font qu'uniformiser le changement en risquant d'introduire de nouvelles rigidités. L'avenir est conçu comme "le fruit de la volonté et de l'initiative".

TOME 2. L'ART ET LA MÉTHODE

Le second tome du *Manuel de prospective stratégique* est entièrement consacré à la présentation détaillée de l'approche intégrée de prospective stratégique et de la méthode des scénarios. Il est illustré par de nombreuses études de cas sur l'énergie, l'agriculture, les matériaux, les transports et l'assurance. Tout en rappelant qu'il ne faut pas oublier les limites de la formalisation car "les hommes sont aussi guidés par l'intuition et la passion", l'auteur présente dans le premier chapitre des méthodes simples mais rigoureuses pour aborder des problèmes complexes. La méthode des scénarios revient à représenter la réalité future en vue d'éclairer l'action présente à la lumière des futurs possibles et souhaitables. Un scénario n'est en aucun cas la réalité future. Il n'est crédible et utile que s'il respecte cinq conditions : la pertinence, la cohérence, la vraisemblance, l'importance et la transparence. Cette méthode, conçue il y a plus de vingt ans, garde toute son utilité et a le grand mérite d'imposer une rigueur intellectuelle : analyse qualitative et quantitative des tendances lourdes, rétrospective, jeux d'acteurs, mise en évidence des germes de changement, des tensions et des conflits et constructions de scénarios cohérents et complets.

Le chapitre deux analyse la démarche des Ateliers de prospective stratégique à partir d'études de cas précises. Un guide pratique pour la prospective stratégique d'entreprise est présenté. Le chapitre suivant est également consacré à l'entreprise ; l'ouvrage aborde le diagnostic de l'entreprise face à son environnement. Après avoir mesuré les ressources et les

compétences de l'entreprise, il est possible de déterminer ses forces et ses faiblesses et dégager ainsi les domaines d'activités stratégiques.

La méthode des scénarios présentée dans le chapitre quatre est élaborée pour une large part à partir de l'expérience de l'auteur. La montée des incertitudes, la multiplication des interdépendances, l'accélération du changement dans certains domaines (politique, technologique, industriel, etc.) et l'accentuation des inerties dans d'autres (démographique, énergétique, socioculturel) sont autant de facteurs qui imposent à toute action dans le présent un effort de réflexion prospective sur les scénarios possibles et les enjeux et objectifs associés. Les objectifs de la méthode des scénarios sont : déceler les points à étudier en priorité ; déterminer les acteurs fondamentaux, leurs stratégies, les moyens dont ils disposent ; décrire, sous la forme de scénarios, l'évolution du système étudié compte tenu des évolutions les plus probables des variables clés, et à partir de jeux d'hypothèses sur le comportement des acteurs. La méthode des scénarios comprend trois étapes : la construction de la base, le balayage du champ des possibles et la réduction de l'incertitude, l'élaboration de scénarios qui conduisent à l'établissement de prévisions par scénarios. Plusieurs cas concrets illustrent la méthode.

Les chapitres suivants abordent l'analyse structurelle (5), la méthode Mactor (6), l'analyse morphologique (7), la méthode Smic Prob-Expert (8), la méthode Multipol (9). L'analyse structurelle s'est inspirée de la théorie des graphes et des travaux de simulation de recherche opérationnelle menés aux États-Unis après la seconde guerre mondiale. Le principal mérite de cette approche est d'aider un groupe à mieux se poser les bonnes questions et à structurer sa réflexion collective.

L'analyse structurelle consiste à mettre en relation les variables dans un tableau à double entrée (matrice d'analyse structurelle). Dans une vision systémique du monde, une variable n'existe que par ses relations ; la méthode Micmac (matrice d'impacts croisés-multiplication appliquée à un classement) permet d'étudier la diffusion des impacts par les chemins et les boucles de rétroaction et, par conséquent, de hiérarchiser les variables.

La méthode Mactor a pour objectif d'analyser le jeu des acteurs, la confrontation de leurs projets, l'examen de leurs rapports de force afin de mettre en évidence l'évolution des enjeux stratégiques et de poser les questions clés pour l'avenir. Dans les milieux prospectivistes, il est admis que les jeux des acteurs apparaissent comme une étape cruciale dans l'élaboration des scénarios ; sans analyse fine des jeux d'acteurs, les scénarios manquent de pertinence et de cohérence. Mactor est un outil d'analyse permettant de mieux exploiter la richesse des informations contenues dans le tableau "stratégies des acteurs" (p. 166). Il est recommandé d'associer les enseignements de la théorie des jeux et de l'analyse sociologique des organisations.

L'analyse morphologique aide à identifier de nouveaux produits ou procédés jusque-là ignorés et à balayer le champ des scénarios possibles. Le principe de la méthode consiste à décomposer le système, ou la fonction étudiée, en sous-systèmes ou composantes. Celles-ci doivent être aussi indépendantes que possible et rendre compte de la totalité du système étudié.

Le chapitre huit présente plusieurs méthodes d'experts et de quantification. La méthode Smic prob-expert est davantage analysée car elle présente l'avantage d'une mise en œuvre assez simple (établissement d'un questionnaire), peu coûteuse et rapide dans le temps pour des résultats, en général, facilement interprétables. L'essentiel consiste à cerner les avènements les plus probables qui feront l'objet de la méthode des scénarios. Un panel d'experts est interrogé d'une manière aussi rationnelle et objective que possible, sous la forme d'une interrogation par voie postale ou lors d'une réunion de l'ensemble des experts. Le principe du logiciel consiste à corriger les opinions brutes exprimées de manière à obtenir des résultats nets cohérents. Le recours aux impacts croisés est alors utile pour établir le choix des scénarios les plus probables et pour comprendre le comportement stratégique des acteurs influents du système étudié au travers de l'image qu'ils se feront du futur.

"Identifier et évaluer les options stratégiques", tel est le titre du chapitre neuf. L'objectif est d'analyser la question de la décision en présence de critères multiples en avenir incertain. La méthode Multipol (pour multicritère et politique) repose sur l'évaluation des actions par des moyennes pondérées afin de répondre à trois problématiques : décider en faveur de la ou des meilleures actions (choix), définir une partition des actions (tri), déterminer un classement des actions (rangement).

Le dernier chapitre, "la boîte illustrée" cherche à montrer la diversité des utilisations possibles des techniques présentées au cours de l'ouvrage à travers les principaux enseignements d'un certain nombre d'études de cas : l'industrie mondiale de l'aluminium avec le groupe Pechiney, la planification par scénarios avec Axa France, le jeu des acteurs dans le cadre de Basf agriculture et la méthode du choix multicritère en avenir incertain à partir de l'implantation du nouvel aéroport dans le grand bassin parisien.

1.4.2.

**UNE APPLICATION
DE LA METHODE DES SCENARIOS**

Prédire ce qu'il adviendra demain est évidemment une tâche impossible. Aussi, l'objectif de l'analyse prospective réalisée par Stratys et portant sur les migrations ouest-africaines est-il plutôt de repérer, parmi toutes les configurations imaginables de l'avenir, un nombre limité de futurs à la fois possibles et probables. Le choix de ces images à long terme ainsi que leur contenu dépendent fortement de la méthode employée (A) et de sa mise en œuvre opérationnelle (B).

A) La méthode

En raison du caractère relativement jeune de la prospective, il existe une pluralité de méthodes prospectives. Parmi celles-ci, les auteurs de l'étude ont retenu la « méthode des scénarios ». La méthode des scénarios est issue des travaux de Gaston Berger, de Jean Fourastié, puis, plus récemment, de Jacques Lesourne et de Michel Godet. Le principe de base de cette méthode est que l'avenir résultera d'un certain nombre d'événements, de décisions ou de choix. Le premier problème, auquel la méthode cherche à apporter des éléments de réponse, est de repérer ces facteurs-clé du changement. Une technique de repérage spécifique s'impose car, parmi tous les événements possibles, seuls certains seront faiseurs d'histoire. Le second problème à résoudre est d'imaginer comment ces faits se combineront pour construire des trajectoires vraisemblables de l'histoire future.

La méthode se veut un outil d'aide à la décision. Elle décrit non seulement les futurs possibles dans lesquels celui qui conduit la prospective doit s'attendre à évoluer dans l'avenir (scénarios d'environnement), mais aussi ses options stratégiques, c'est à dire l'ensemble des choix que pourra prendre le décideur sur les variables qu'il maîtrise.

B) La démarche d'étude

La démarche peut être scindée en cinq phases principales :

La première phase a été consacrée à la collecte d'informations. Cette étape avait pour objectif de mieux comprendre le fonctionnement du système et de recenser les variables, internes et externes, qui agissent sur sa dynamique.

La première phase a débuté par la définition des « acteurs » et de leurs « fonctions ». Deux groupes d'acteurs ont été repérés. Les « acteurs face Nord » sont des individus ou des collectivités, publiques ou privées, résidant dans les pays d'immigration. Y figurent notamment le groupe des migrants installés. La seconde catégorie regroupe les « acteurs face Sud » qui diffèrent des premiers par l'établissement de leur lieu de résidence dans les pays d'émigration. L'acteur principal, pour lequel est établie la prospective, est l'État français. Les stratégies qui seront définies au cours de l'étude sont alors des choix qui relèvent totalement de la politique française ainsi que les choix sur lesquels la France pourrait influencer sur ses partenaires européens.

On associe aux acteurs des « fonctions ». Elles retracent les actions possibles ou les objectifs des différents agents impliqués. Ainsi, la « fonction des migrants » sera de rechercher un emploi, se former, rejoindre sa famille... Les fonctions du Sud sont d'aider au développement local, de soutenir l'émigration ou, plus généralement, de favoriser le développement économique et social. Celles du Nord sont d'assurer l'accueil des migrants, de favoriser leur intégration, de maîtriser les flux migratoires et, enfin de favoriser le « co-développement ».

Cette première phase a été complétée par une analyse bibliographique et une enquête. La première a été réalisée par le ministère. Mais, compte tenu des délais de réalisation, ses résultats n'ont pu être valablement intégrés dans l'étude. Pratiquement, l'analyse prospective va reposer de manière presque exclusive sur une enquête menée auprès d'une centaine d'« acteurs » et d'« experts ». La composition du groupe enquêté est la suivante : plus de la moitié (57 %) des personnes interrogées provenait du monde associatif ; les personnels de la fonction publique d'État et des collectivités locales représentaient environ 23 % de l'échantillon. Le solde, soit une vingtaine de personnes, était constitué d'experts et de chercheurs. La population enquêtée devait citer 5 événements, décisions ou changements susceptibles de survenir dans les 20 prochaines années et qui pourraient avoir une influence majeure sur l'immigration en provenance de l'Afrique de l'Ouest vers la France. Le dépouillement de l'enquête a donc permis d'identifier un certain nombre d'événements élémentaires qui ont été regroupés par thèmes.

Liste des variables par thème

International	France	Sud	Migration
Évolution quantitative et qualitative de l'APD mondiale	Économie française	Évolution économique du Sud	Politique d'intégration en France
Rôle des USA	Politique africaine de la France	Politique économique au Sud	Rôle des associations de migrants en France ou en Europe
Partenariat Europe/Afrique	Spécificités de l'aide française	Pouvoir politique au Sud	Motivation des migrants
Type d'aide au développement	Opinion publique française	Stabilité politique et conflits au Sud	Politique migratoire européenne
Écarts Nord/Sud		Évolution démographique au Sud	
		Formation et système éducatif au Sud	

La deuxième phase avait pour objectif d'analyser la structure du système en mettant en évidence les liaisons existant entre les différentes variables qui le constituent. La première opération a consisté à transformer les événements élémentaires recueillis au cours de l'enquête sous forme de questions. Deux exemples peuvent illustrer la démarche :

1. Un enquêté a fait valoir comme événement susceptible d'affecter l'immigration ouest-africaine « la dégradation forte des termes de l'échange suite aux déséquilibres monétaires causés par la mise en place de l'ECU [sic] et la réforme du FCFA ». Cet événement sera transformé pour prendre la forme de la question suivante : « Quelle évolution de la politique monétaire européenne vis-à-vis du FCFA ? » ;
2. Un autre enquêté cite la « pression démographique » comme événement agissant sur l'immigration. La question associée sera : « Quelle politique démographique en Afrique de l'Ouest ? ».

La transformation d'informations brutes recueillies au cours de l'enquête (les événements) en questions (élaborées par le consultant) implique toujours une certaine interprétation. Le deuxième exemple ci-dessus en est une illustration.

Chaque question renvoie à une variable-clé, comme la démographie, la situation économique des pays africains ou européens, ou encore les types d'aide au développement... On dénombre au total 52 variables-clé. Chacune d'entre elles peut avoir plusieurs modalités. Ainsi, le FCFA peut-il, à l'avenir, soit disparaître, soit être décroché de l'Euro, soit encore être rattaché à l'Euro et sa parité maintenue au niveau actuel ou après une forte dévaluation ; enfin le régime de change peut s'orienter à l'avenir vers un *crawling peg* conduisant à des dévaluations régulières et successives. De même, l'évolution du niveau de vie en Afrique, qui est un facteur important de la migration, pourra avoir 3 modalités : paupérisation générale y compris pour les classes moyennes, maintien du niveau de vie dans certaines « zones » (Burkina Faso, Côte d'Ivoire), ou encore « diversification par groupes sociaux ». Ce dernier exemple illustre la difficulté de réduire le champ des futurs possibles à un nombre volontairement très limité de cas de figure.

La deuxième opération consiste à mettre en évidence les influences réciproques entre les différentes variables. Cette tâche a été effectuée en petits groupes, les participants affectant, de manière subjective, des indices d'influence traduisant une relation d'ordre entre les variables. Cette relation permettra de distinguer les variables « motrices » (comme les types de partenariat entre l'Afrique et l'Europe, ou encore comme l'évolution de l'économie française) des variables « dépendantes » (comme le niveau de vie en Afrique de l'Ouest, l'évolution du système de formation en Afrique ou encore la démographie africaine). La représentation sur un graphe des relations de motricité et de dépendance entre les variables permet de faire apparaître, au centre de celui-ci, un ensemble de variables « relais », à la fois très dépendantes mais aussi très motrices. Parmi elles, figurent notamment la politique française d'aide au développement ou

encore les liens entre le développement et l'immigration (cette dernière variable étant pourtant au cœur de l'analyse prospective...).

La troisième phase est consacrée à la définition des scénarios. Un scénario est une combinaison subjective mais cohérente portant sur les modalités des variables exogènes. Une variable est qualifiée d'exogène si le dispositif français de coopération n'a pas ou très peu d'influence sur elle. Figurent ainsi parmi les variables exogènes, l'évolution économique en France ou encore l'évolution quantitative de l'APD au niveau mondial. Au total, on dénombre 34 variables exogènes, soit environ deux variables sur trois.

L'analyse combinatoire montre qu'il serait mathématiquement possible de construire près de 16 millions de milliards de scénarios différents. La plupart d'entre eux n'aurait évidemment aucun sens. Le nombre total de configuration cohérente avoisine encore les 80. Seuls 4 scénarios, assez largement représentatifs du spectre des possibles, ont été retenus. Ils se distinguent par :

- la situation économique en France ;
- l'évolution de l'APD mondiale ;
- l'évolution de l'État de droit en Afrique ;
- le degré de criminalisation des économies du Sud ;
- la situation économique en Afrique de l'Ouest ;
- l'état de l'opinion publique en France.

Le scénario le plus optimiste (baptisé « quelques belles éclaircies ») a été retenu comme scénario tendanciel ; c'est à dire ayant le plus de chance de se réaliser. Il correspond implicitement aux vœux des participants à l'exercice.

La quatrième phase a pour objectif de concevoir les stratégies possibles de l'acteur central (ie l'État français). On entend par stratégie une combinaison cohérente portant sur les modalités des variables endogènes (c'est à dire sur lesquelles le dispositif français de coopération peut avoir une influence). Plus simplement, une stratégie peut s'assimiler à un ensemble cohérent de choix politiques.

Comme précédemment dans le cas des scénarios, la combinaison des 18 variables endogènes ayant chacune au moins trois modalités conduit à un nombre phénoménal de stratégies possibles. Seules trois d'entre elles ont été retenues : « Eurafrique », « Développement des PECO²¹ » et « Aide renforcée et développement séparé ».

Dans la première stratégie (« Eurafrique »), les flux migratoires sont négociés dans le cadre des accords de coopération alors qu'ils en sont dissociés dans le cas des deux autres stratégies. Celle reposant sur le développement des PECO suppose une politique européenne restrictive en matière d'installation et de circulation. Enfin, la stratégie d'aide renforcée et de « développement séparé » repose sur l'hypothèse que la volonté d'insertion des migrants s'accompagnera d'une politique de maîtrise des flux d'entrée, négociée et définie au niveau de l'ensemble de l'Union européenne.

La cinquième et dernière phase de l'étude prospective vise à mesurer la pertinence d'une stratégie dans un scénario donné. On conçoit aisément que certaines stratégies peuvent être plus performantes que d'autres en fonction du contexte (scénario) dans lequel elles opéreront.

L'efficacité d'une politique (stratégie) dans un environnement (scénario) donné a été évaluée au travers d'une batterie de critères :

1. Des critères fonctionnels. La stratégie retenue permet-elle à la France, compte tenu de l'environnement particulier, d'assurer l'accueil des migrants, leur intégration, la maîtrise des flux migratoires et de favoriser le co-développement ?
2. Des critères politiques. La stratégie retenue permet-elle à la France d'exercer valablement son influence sur la scène internationale ? Le terme « influence » pouvant lui-même être interprété de deux manières : au sens historique (qui renvoie à la notion

²¹ Pays d'Europe Centrale et Orientale.

- « le pré carré » africain), ou dans un sens plus diplomatique où l'influence renvoie à un jeu de pouvoirs entre partenaires.
3. Un critère économique. Celui-ci fait la balance entre les coûts et les avantages économiques pour la France de son dispositif de coopération.

L'évaluation de l'efficacité d'une stratégie en fonction des différents scénarios a été réalisée en deux temps :

1. La première approche est qualitative. Elle consiste à décrire, pour chaque croisement scénario X stratégie, le fonctionnement du système puis à apprécier la configuration obtenue à l'aune des critères évoqués ci-dessus. L'exemple suivant illustre cette démarche. Dans le cas où le scénario de crise mondiale se réaliserait, la France ne pourrait maintenir sa stratégie de coopération étroite avec l'Afrique (« Eurafrique »). En effet, la généralisation de pouvoirs militaires et non démocratiques au Sud conduirait la France à abandonner son aide économique à l'Afrique. Les flux migratoires se réduiraient à des mouvements de réfugiés politiques, en nombre nécessairement limité. Le tarissement de fait des flux migratoires rendrait inutile bon nombre de dispositifs et de moyens financiers affectés à la migration.
2. La seconde approche est quantitative. Elle consiste à attribuer, de manière subjective, des scores de performance pour chaque stratégie dans le cadre des différents scénarios. L'analyse quantitative se prête à des manipulations statistiques simples inspirées de la théorie des jeux. Elle permet notamment d'identifier les stratégies « gagnantes » ou « perdantes », voire d'évaluer les « regrets » que l'acteur central (c'est à dire ici l'État français) pourrait exprimer en choisissant une stratégie « sous-optimale ».

1.4.3.

**LA METHODE
DES ASPIRATIONS**

FUTURS AFRICAINS, QUELQUES REPERES PNUD/FUTURS AFRICAINS

SITUATION • OBJECTIFS

Le programme Futurs Africains s'inscrit dans la lignée du colloque de Monrovia (février 1979), qui constitue une première tentative d'une vision du futur, à l'échelle du continent africain. Les participants à cette rencontre affirment la nécessité d'un changement de cap à l'horizon 2000. Le colloque de Monrovia se concrétise par le plan d'action de Lagos, en avril 1980. Le PNUD dresse simultanément un constat d'échec des expériences de planification et des plans d'ajustement structurel, réalisés sous l'égide des institutions internationales.

Le plan de Lagos souffre de l'absence de réflexion sur le passage des prévisions aux actes d'une part, et de niveau national (le plan se concentrant sur le niveau régional). Les plans d'ajustement structurel manquent de perspective de politique de long terme, et sont exclusivement centrés sur les questions économiques.

Le PNUD affirme la nécessité d'inscrire les pratiques "dans des perspectives de long terme, en les articulant aux exigences d'un avenir marqué par des changements rapides et une incertitude croissante" (p. 33). Ainsi, les grands équilibres macro-économiques ne suffisent pas à garantir un développement durable. D'autres facteurs sont nécessaires, en particulier : la formation du capital humain, la bonne gouvernance, et la coopération régionale. De plus, "toute stratégie est un acte de volonté plutôt qu'un acte technique".

C'est dans ce contexte que le PNUD lance à Abidjan, en février 1992, le programme Futurs Africains ; celui-ci vise à mettre en œuvre des Etudes Nationales des Perspectives à Long Terme, pour identifier les forces et faiblesses du pays et pour améliorer son avenir.

Ces études ont déjà concerné 18 pays :

– Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau, Malawi, Ile Maurice, Madagascar, Sao Tome, Swaziland et Zimbabwe ont achevé leurs études.

– Bénin, Mali, Ouganda, Seychelles, Tanzanie, Zambie sont dans la dernière phase de l'étude.

– Mozambique et Burkina Faso réalisent la phase initiale de l'étude.

– Afrique du Sud, Congo, Sénégal, Namibie, Guinée Equatoriale, Guinée, Lesotho et Sierra Leone ont entamé la phase préparatoire.

Ces Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme poursuivent un double objectif : établir un dialogue approfondi sur le futur et créer un consensus national sur un ensemble de questions-clés au centre du développement à long terme.

MÉTHODOLOGIE

Le PNUD confie à Futurs Africains la mise en place d'un réseau de prospectives africaines. Le programme vise à soutenir la mise en œuvre des Etudes Nationales de Perspectives à Long Terme, et à en assurer la coordination. Pour cela, Futurs Africains a pour mission de créer une banque de données fournissant l'information sur l'environnement socio-économique régional, d'organiser des séminaires de formations et les échanges d'expériences au niveau national. Futurs Africains place la détermination des aspirations des populations au cœur de sa méthodologie.

Ainsi, dans ses principes fondamentaux, la méthodologie des ENPLT affirme la nécessité

– d'une réflexion stratégique à long terme dans la gestion du développement : il ne faut pas décider dans l'urgence,

– d'une vision partagée, visant à exprimer qualitativement, un ensemble de buts à atteindre,

– de la participation de la population à la prise de décision politique,

– d'anticiper le futur par la planification par scénario.

Le respect de ces principes doit favoriser une gestion stratégique du développement national.

Réalisées à un horizon de 25 à 30 ans, les Etudes Nationales se déroulent en cinq phases :

- 1) Identification de la problématique, en cernant les aspirations de la population dans son ensemble.
- 2) Diagnostic stratégique, pour comprendre les systèmes nationaux étudiés et fournir le cadre analytique qui servira à l'élaboration des scénarios et à la formulation des stratégies.
- 3) Construction des scénarios alternatifs.
- 4) Formulation d'orientations et d'objectifs stratégiques à long terme.
- 5) Stratégies opérationnelles.

Ces études prospectives doivent permettre d'explorer les futurs possibles à long terme et de mettre en évidence les défis et perspectives auxquels le pays devra faire face. Finalement, les études aideront à prendre "les décisions qui vont dans le sens de l'avenir souhaité".

C'est le niveau national, niveau de la décision, que privilégie Futurs Africains, tout en resituant les études dans un environnement régional et mondial. S. Calabre, M. Diouf, et H. de Jouvenel²² ont réalisé des études prospectives sur l'environnement international, études commandées par Futurs Africains.

La prospective se veut globale et pluridisciplinaire ; l'accent est mis sur le dialogue au sein des populations.

RÉSULTATS

Les résultats sont qualitatifs ; il n'y a ni projection, ni même modélisation.

Diagnostic et contraintes

La nature tentaculaire de l'Etat, couplée à la faible capacité d'adaptation aux chocs extérieurs, et à l'endettement excessif, expliquent la crise profonde des nations africaines. Les investissements ont sans cesse baissé. Seule l'île Maurice échappe à ce sombre diagnostic.

L'environnement économique mondial impose et continuera d'imposer aux pays africains des contraintes de compétitivité. La mondialisation des échanges se poursuivra et s'accompagnera d'une structuration en blocs économiques régionaux. L'accélération des innovations technologiques continuera.

Les aspirations

Les Etudes Nationales des Perspectives à Long Terme insistent sur la nécessité d'encourager la bonne gouvernance, comprise comme "un usage rationnel, efficace et transparent des biens publics et ressources humaines, et l'obligation pour les gouvernants de rendre compte de leur gestion". "Analysé comme l'une des incertitudes les plus déterminantes pour l'évolution à long terme des pays africains, [le concept de gouvernance] est considéré comme la condition nécessaire pour créer un environnement favorable aux initiatives locales et privées et au renforcement de la croissance économique à moyen et long terme".

Autre facteur essentiel pour préparer un avenir meilleur, la formation et le système éducatif doivent se fixer deux objectifs principaux : la scolarisation des filles et l'éducation de base pour tous. Parmi les aspirations soulignées dans les études, la promotion du secteur privé et le développement de la technologie s'avèrent indispensables dans un environnement mondial de plus en plus contraignant. En particulier, il est prévisible que les pays africains auront à faire face à une concurrence accrue des produits de substitution sur les marchés de leurs produits traditionnels d'exportation.

²² Les références de ces études sont citées en bibliographie.

Enfin, l'intégration régionale constitue un impératif dans le développement national. Ce besoin, historique, d'intégration régionale répond en outre à la nécessité de rentabiliser les équipements, les infrastructures, d'accroître la taille des marchés, pour stimuler la croissance. De plus, face au défi de la mondialisation, l'Afrique ne doit pas laisser s'aggraver sa marginalisation. Toutefois, s'il est reconnu que l'intégration régionale est nécessaire, de véritables stratégies communes font pour l'instant défaut.

REMARQUES, CRITIQUES ET EVALUATION

Le programme Futurs Africains lance un débat, une réflexion sur le futur et stimule le dialogue. Toutefois, il ne dépasse précisément pas ce stade. La véritable prospective — l'image des futurs possibles — fait défaut. Dialogue, pluridisciplinarité et participation des populations ne débouchent finalement que sur un recueil de bonnes intentions. Seuls les travaux portant sur l'environnement mondial et commandés (et non réalisés) par Futurs Africains, conduisent à l'exposé de scénarios possibles. La critique formulée à l'encontre du plan de Lagos, c'est-à-dire d'une certaine manière "le manque de pragmatisme", pourrait semble-t-il se retourner contre Futurs Africains. Le programme, ambitieux, n'a finalement pas complètement abouti, même dans les pays qui ont achevé leurs Études Nationales de Perspectives à Long Terme.

Finalement, le programme semble achopper sur l'objectif d'efficacité, qu'il s'était implicitement fixé. Donne-t-il de véritables perspectives ?

BIBLIOGRAPHIE

Futurs Africains, Quelques repères, Cinq années d'Études Nationales des Perspectives à Long Terme en Afrique, PNUD-Futurs Africains, 1997.

Études Nationales des Perspectives à Long Terme : Côte d'Ivoire, Maurice, Gabon, Guinée Bissau, Cap Vert, Malawi, Zimbabwe, Sao Tome, Madagascar, Swaziland.

1.4.4.

L'HISTOIRE RAISONNEE

LE SAHEL AU XXI^e SIECLE

Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes

GIRI Jacques, Éd. Karthala, 1989

LA MÉTHODE DE L'HISTOIRE RAISONNÉE ET LA RÉTROPROSPECTIVE

Les dynamiques africaines renvoient à des mouvements profonds et anciens. Elles sont le produit de sociétés enracinées et plongées dans la longue durée braudelienne. Il est possible d'extrapoler certaines tendances lourdes spatiales, démographiques, sociales, politiques, économiques, écologiques. Il faut repérer les facteurs structurels. L'histoire oblige également à intégrer la complexité et l'incertitude, les ruptures ou les bifurcations.

Cette méthode est notamment développée par J. Giri dans le Sahel, la prospective du Sénégal 2025 et dans le rapport « Face aux futurs ».

"Regarder l'avenir, c'est déjà le construire"

L'ouvrage rédigé par J. Giri avec l'appui d'une équipe pluridisciplinaire, dans le cadre du Club du Sahel, fait suite à l'étude OCDE "*Le Sahel face aux futurs. Dépendance croissante ou transformations structurelles*", Paris, OCDE. Il se donne pour objet de dessiner des futurs possibles du Sahel dans un horizon de long terme. La *méthode* retenue est historique et pluridisciplinaire. Elle repose sur l'élaboration de scénarii.

L'auteur part d'une *rétrospective historique* remontant aux temps anté-coloniaux et coloniaux.

Il rappelle les *tendances plus récentes*. La situation de la région ne s'est guère améliorée malgré les différentes aides et initiatives. La vulnérabilité des aléas climatiques et la dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire est grande. Le Sahel mange son capital naturel. A ces facteurs anciens, s'ajoutent de nouvelles contraintes apparues au début de la décennie quatre-vingt, tels : l'endettement extérieur croissant, les déséquilibres financiers ayant conduit à des ajustements structurels, une forte croissance démographique. En 1970, la balance courante était à peu près équilibrée. En 1984, elle était déficitaire de 700 millions de \$. Les dons versés de l'ordre de 200 millions de \$ sont montés à environ 1 milliard de \$ durant la même période.

L'ouvrage dessine ensuite des *avenirs possibles* et sous quelles conditions ceux-ci peuvent se réaliser au cours des vingt-cinq prochaines années.

Le *scénario tendanciel*, le plus vraisemblable, "n'est ni catastrophe, ni développement mais dépendance accrue". Les facteurs lourds qui pèseront seront le climat, les liens avec le monde arabo-musulman et côtier, l'évolution des pouvoirs et des valeurs, ainsi que la démographie. Le scénario urbain diffère du scénario rural.

Les principales *tendances prévisibles* sont :

- des valeurs à double référent, occidentales et traditionnelles ;
- des pouvoirs liés aux groupes urbains de nature hybride, civil et militaire, avec émergence de nouveaux pouvoirs en milieu rural mais n'émergeant pas sur la scène nationale ;
- une forte croissance démographique avec maintien de la fécondité et de la mortalité ;
- un maintien de l'émigration rurale mais une croissance également de la population rurale ;
- une agriculture extensive mais moins prédatrice ;

- des marchés urbains branchés sur les céréales importées mais créant des opportunités pour une diversification de l'agriculture sahélienne. Le monde rural voit ses revenus monétaires peu augmenter et l'essentiel de ses revenus sont non agricoles ;
- un déclin de l'élevage nomade ;
- la désindustrialisation est lente faute de demande solvable interne et de compétitivité sur les marchés internationaux ;
- l'économie informelle urbaine explose ;
- l'Etat ne peut assumer l'essentiel de ses fonctions et a un faible impact sur l'économie dont l'essentiel relève des réseaux informels et ruraux. Il est largement financé par des apports extérieurs ;
- la dégradation de l'environnement naturel.

Ce scénario ne comporte pas d'incohérences majeures à la condition qu'un volume croissant d'aide extérieure soit consacré à combler les déficits. Une extrapolation des tendances passées conduirait à 7 milliards d'aide financière en 2010 soit la totalité de l'APD aux pays d'Afrique sub-saharienne. Un montant de 3 à 4 milliards est nécessaire et plus probable.

Les autres scénarii, moins probables, vont des avenir tragiques aux plus souriants. Ils supposent soit une forte chute des appuis extérieurs et/ou des catastrophes de type climatique, économique ou autre dans le premier cas, soit d'importantes transformations structurelles concernant les valeurs, les pouvoirs...

APPRÉCIATION

Le grand intérêt de l'ouvrage est d'avoir adopté une perspective de long terme prenant en compte les différents éclairages disciplinaires. L'ouvrage en revanche retient sans réserve l'hypothèse du biais urbain critiqué à l'époque par plusieurs ouvrages : "Nourrir les villes africaines", "Urbanisation et dépendance alimentaire", SEDES, Coussy, Hugon, Sudrie, ou ILTA. Il n'a pas pris en compte les inflexions des importations céréalières.

Rédigé à l'époque de la guerre froide, l'ouvrage n'a pu évidemment intégrer les effets de la chute du mur de Berlin. La prise en compte de l'intégration régionale des pays sahéliens avec les pays côtiers est peu présente dans l'ouvrage.

Il s'agit néanmoins d'une remarquable prospective qui, dix ans après, résiste au regard de la rétrospective.

1.4.5.

**LES DYNAMIQUES DEMO-ECONOMIQUES
ET SPATIALES**

PROSPECTIVE DÉMO-ÉCONOMIQUE

West African Long Term Perspectives

Club du Sahel
Projet Cinergie

SITUATION • OBJECTIFS

Le Club du Sahel et le projet Cinergie ont lancé l'étude WALTPS, qui a donné lieu à une succession de publications et de contributions. L'objectif de l'étude WALTPS est de dresser une image régionale de l'Afrique de l'Ouest à long terme, en 2020. Le résultat doit répondre à deux questions clefs :

- Où seront les populations d'Afrique de l'Ouest en 2020 ?
- Comment vivront-elles ?

La première de ces questions relève de la démographie. Toutefois, l'étude WALTPS, démo-économique, met l'accent sur les relations entre population et économie, et dépasse la seule prospective démographique. Ce document consacre une autre synthèse, plus exhaustive, à l'ensemble de l'étude. Ne seront traités dans ce volet, que les aspects démographiques de l'étude. En particulier, WALTPS constitue la seule prospective axée sur les mouvements migratoires, au niveau régional.

En mettant l'accent sur la répartition de la population en Afrique de l'Ouest, WALTPS doit contribuer à mieux intégrer les dynamiques de peuplement dans les stratégies nationales. La problématique se veut toutefois régionale.

MÉTHODOLOGIE

L'approche résolument démo-économique, fait de la géographie humaine la « discipline de synthèse » des travaux des experts. L'accent mis sur les relations de l'homme à son milieu doit permettre de saisir les évolutions longues d'une région en voie de peuplement.

Les recherches sont menées selon le principe des boucles successives, de manière à parvenir à une synergie inter-disciplinaire et à mener simultanément une réflexion (sur le lien entre population et économie en particulier) rétrospective et prospective.

L'étude est présentée en trois étapes :

- Un premier travail de rétrospective conduit à mettre en évidence les mécanismes essentiels qui ont marqué l'évolution longue (30 ans) de la région.
- Sur la base de ces mécanismes identifiés, supposés se reproduire car ayant suscité un apprentissage, mais également à la lumière de quelques hypothèses plus ou moins volontaristes, deux types de travaux de prospectives sont réalisés :
 - le principal aboutit à l'image de la région à l'horizon d'une génération,
 - trois scénarios possibles sont en outre envisagés à moyen terme (10 ans).
- Enfin l'étude relève un certain nombre de points susceptibles d'être débattus.

Le modèle SAEL, associant des cadres comptables cohérents à des hypothèses de peuplement, permet de mener l'analyse rétrospective, puis d'identifier les scénarios possibles ou à rejeter. Basé sur une Matrice de Comptabilité Sociale (MCS), le modèle SAEL constitue un cadre comptable démo-économique de long terme. C'est un modèle statique, qui vise à illustrer les liaisons « presque mécaniques » pouvant exister entre économie et dynamique de peuplement.

RÉSULTATS

Le doublement de la population d'Afrique de l'Ouest est une quasi certitude :

Année	Population d'Afrique de l'Ouest en millions
1960	85
1995	215
2020	430

La mobilité de la population au niveau régional se poursuit

A partir de l'étude rétrospective, un premier zonage de la région, basé sur les caractéristiques démographiques, distingue quatre entités :

- 1) Le pôle de croissance urbaine des pays côtiers (villes et proche arrière-pays) : forte croissance démographique et forte densité.
- 2) L'espace proche des côtes (hors zone 1) : assez peu peuplé et urbanisé, zone d'émigration, susceptible de devenir une zone d'accueil.

Au cours des trente prochaines années toutefois, ces deux zones se confondront progressivement, dans les pays du Golfe de Guinée : la bande côtière devrait former une zone plus homogène, urbanisée et attractive.

- 3) Les pôles de peuplement dense sahéliens : urbanisés, ils resteront des zones d'émigration, en raison des fortes contraintes écologiques.
- 4) Le reste de l'espace sahélien : le potentiel de croissance démographique et économique limité en fait un foyer d'émigration.

Les villes structurent les campagnes

C'est l'urbanisation qui représente le facteur le plus important de restructuration du peuplement : directement, par l'émergence du milieu urbain, et indirectement, en agissant sur les migrations rural-rural.

L'urbanisation se poursuit ; toutefois un net ralentissement s'observe déjà depuis une dizaine d'années. A l'horizon 2020, L'image à long terme de l'Afrique de l'Ouest prévoit une trentaine de villes millionnaires (contre 6 en 1990) ; plusieurs villes formant un corridor urbain de haute densité (bande côtière du Golfe de Guinée) ; 60 villes de plus de 500 000 habitants (11 en 1990), 300 de plus de 100 000, et 6 000 centres urbains. Le niveau d'urbanisation est prévu à 60 % en 2020, correspondant à une hausse de 4.2 % par an sur la période 1990-2020.

Au tournant du millénaire, l'urbanisation ralentit et change de nature (tableau 5) :

- 1) L'accroissement des villes devient endogène. Le poids des migrants ruraux dans la population des villes diminue au profit des populations déjà urbaines.
- 2) L'urbanisation devient davantage le fait de villes moyennes, les plus grandes des villes ayant atteint les limites de leurs capacités d'accueil (elles en deviennent moins attractives). Elle relève plus d'une logique d'ordre économique, régional, que d'ordre politique, national (J.-M. Cour, décembre 1997). Ainsi, Dakar et Accra perdent du poids tandis qu'Abidjan en gagne.

La mobilité des populations en milieu rural

L'urbanisation incite les paysans à se rapprocher des marchés urbains, qui deviennent non seulement des pôles de croissance urbaine, mais également de croissance en milieu rural. Les zones bénéficiant de connexions fiables avec ces marchés attirent également les populations rurales. Les déplacements des ruraux obéissent simultanément à une logique de répulsion des régions hostiles vers les espaces agricoles utiles. Dans le futur, ces mécanismes d'urbanisation, d'attraction des villes, de restructuration de l'espace rural par les villes se poursuivent.

En résumé, bien que l'ampleur des mouvements démographiques qui animeront l'Afrique de l'Ouest au cours du prochain siècle reste incertaine, la population se concentrera vraisemblablement dans les zones favorables (bandes côtières spécialement) au détriment des environnements dégradés (zones sahéliennes).

BIBLIOGRAPHIE

DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE WALTPS

Peuplement et économie en Afrique de l'Ouest : analyse du passé (1960-1990) et amorce de vision prospective », J.-D. Naudet, *DIAL*, janvier 1993.

Analyse démo-économique rétrospective et esquisse d'image à long terme de la région Afrique de l'Ouest », *Document de travail n° 2*, projet Cinergie, OCDE, CILSS, BAD, 1993.

Étude des perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest. Éléments de vision économique prospective. L'Afrique de l'Ouest à l'horizon décennal », J.-D. Naudet, *DIAL*, nov. 1993.

Perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest : une réflexion régionale sur les politiques de développement », *Document Club du Sahel*, sept. 1995.

Regards sur une Afrique de l'Ouest en pleine mutation », Club du Sahel, *Bulletin d'information* n° 14, été 1995, pp. 13-28.

Actes des Journées d'Étude sur le développement local et les dynamiques de peuplement en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020, 5-6 décembre 1997 ; CFSI/Comité de Pilotage des Commissions mixtes, Paris : Club du Sahel, J.-M. Cour ; les enjeux de l'urbanisation dans les pays en voie de peuplement du Sud : le cas de l'Afrique de l'Ouest.

Bilan et perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest, Serge Snrech. Contribution au séminaire FAO-ISRA sur « l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes de l'Afrique francophone » avril 1997, Dakar.

ÉTUDES DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST (WALTPS)²³

Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest : une vision à l'horizon 2020

Club du Sahel, OCDE, 1998

LES OBJECTIFS DE L'ÉTUDE

L'étude a été menée sous la direction de Jean-Marie Cour avec un pilotage conjoint entre la cellule CINERGIE de la Banque Africaine de Développement (BAD) à Abidjan, le Secrétariat du Club du Sahel de l'OCDE à Paris et CILSS à Ouagadougou. Elle est réalisée sur un financement de la Commission européenne avec le concours, de la BAD, la Banque mondiale, la Belgique, du Canada, des États-Unis, la France et les Pays-Bas. Les travaux du groupe ont donné lieu, entre 1992 et 1994, à une série d'une quarantaine de documents. (cf. annexe 4) qui ont abouti à la publication cette année de l'étude de synthèse à laquelle nous nous référons.

L'étude de WALTPS a pour ambition de contribuer à la réflexion sur la croissance soutenable et l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest (19 pays). Ces questions sont abordées sur la longue durée, à l'horizon 2020, sous l'angle de la géographie humaine. Elle analyse les dimensions spatiales des évolutions du peuplement et leur impact en termes de changements économiques et sociaux. L'accent mis sur la géographie humaine se justifie par les prolongements possibles des effets sur les économies et les sociétés ouest-africaines, du décuplement de la population régionale en moins d'un siècle (1960-2020), même dans l'hypothèse optimiste d'utilisation des moyens de contraception. L'étude tente de répondre aux questions suivantes :

- Où vivront les quelques 430 millions d'africains de l'Ouest d'ici à l'an 2020 ?
- Quels seront les besoins exprimés par les diverses catégories de population réparties dans l'espace ? comment et dans quelle mesure les besoins seront-ils satisfaits, sur la base de quels revenus, de quelles activités et de quels échanges ?
- Quelles stratégies faut-il envisager ? quelles variables clés permettront à l'Afrique de l'Ouest de tirer parti du dynamisme des populations, quels facteurs de blocages devront être levés ?

MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

En dépit de l'hétérogénéité de la région et contrairement à la plupart des travaux de prospective africaine par pays, l'étude adopte une approche régionale. Les auteurs justifient une telle démarche, par la forte mobilité des populations et l'interdépendance des économies réelles, et aussi par une médiocre utilisation, en termes d'efficacité économique, par les politiques officielles, de l'espace ouest-africain.

L'étude ne s'appuie pas sur une approche systémique de tous les paramètres qui peuvent influencer sur l'avenir. La méthode suivie consiste à lire les évolutions en cours en accordant un rôle-clé aux dynamiques démographiques spatiales et sociales dans le développement de la région, en situant ces évolutions sur une « trajectoire » non prédéterminée. Dans ce modèle dit démographique (encadré 1) où la croissance se déduit quasi exclusivement de la géographie du peuplement, l'environnement international occupe une place relativement marginale. L'étude utilise plusieurs instruments originaux notamment :

- une base de données sur le peuplement,
- une méthode d'estimation de l'économie réelle de la région,
- une modélisation des tensions de marché.

²³ West Africa Long Term Perspective Study

Encadré 1

Présentation simplifiée du modèle démo-économique

Par souci de simplification on suppose une inégalité constante entre les secteurs démoéconomiques (secteur rural-secteur urbain et secteur rural-secteur informel urbain-secteur moderne). En considérant que la distribution des revenus des individus, tant intra-sectorielle que intersectorielle, constitue une donnée structurelle qui détermine les comportements en matière de demande comme de migration, on peut écrire avec les notations suivantes

- $P(i, k)$: vecteur des populations sectorielles
- $g(i, k)$: famille des fonctions de répartition intra-sectorielle du revenu
- I : degré d'inégalité entre secteurs

$$I = f(P, R, g)$$

Le nombre de degrés de liberté du modèle s'annule lorsque l'équation d'inégalité se décompose en $k-1$ équations élémentaires, c'est-à-dire si I est un vecteur de dimension $k-1$.

Cette forme de la mesure de l'inégalité se justifie lorsque la décomposition sectorielle est telle que les secteurs peuvent être hiérarchisés par niveau de revenu et que les migrations n'ont lieu qu'entre deux secteurs contigus. On peut donc faire l'hypothèse que l'inégalité globale entre tous les secteurs peut se mesurer par la donnée d'indicateurs d'inégalité entre chaque secteur et le secteur immédiatement supérieur.

$$I_{i/i+1} = f(P_i, R_i, P_{i+1}, R_{i+1}, g_i, g_{i+1}) \quad (i = 1 \text{ à } k+1)$$

Le modèle démo-économique s'écrit alors

- (1) $D_i = f(A_i, D_i)$ Demande du secteur i localement satisfaite ($i = 1$ à $k+1$)
- (2) $D_i = D_{i1}$ Demande finale locale satisfaite
- (3) $Q = (1-L)^{-1} * D_1$ Production
- (4) $R = f(B, Q) + T$ Revenu des agents
- (5) $D_i = f(R_i, P_i, g_i + EX_i)$ Demande finale du secteur i ($i = 1$ à k)
- (6) $D_{k+1} = f(R_{k+1}) + EX_{k+1}$ Demande finale du secteur $k+1$
- (7) $I_i = f(P_i, R_i, P_{i+1}, R_{i+1}, g_i, g_{i+1})$ ($i = 1$ à $k-1$)

Notes : B : matrice d'attribution des revenus de la production par secteur et agent ; A_i : part de marché des produits locaux dans la demande finale du secteur i ; T : les transferts ; L : matrice de Léontieff. On note par l'indice $i = 1$ à k les différents secteurs démo-économiques. Et on suppose (par simplification) qu'il existe un seul agent en dehors des ménages que l'on indexe par $i = k+1$.

Source : WALTPS OCDE/ Club du Sahel, Modélisation démo-économique des pays en voie de peuplement, document n° 14, p. 4, 1993.

Dans cette méthodologie générale on relève deux démarches complémentaires dans l'analyse prospective. La première tente de dégager une vision de l'avenir de l'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020 sous la forme d'une image à long terme de la répartition des hommes et de leurs activités. Cette image découle des « projections » établies sur la base des évolutions mises en évidence dans une rétrospective longue (1960-1990) et de jeux d'hypothèses volontaristes de peuplement. Ces projections sont construites à partir de matrices de comptabilité sociale (encadré 2) basées non pas sur des secteurs économiques mais sur des groupes sociaux (ruraux/urbains). Ces matrices sont établies pour l'ensemble des pays de la région. La seconde démarche s'appuie sur des tendances actuelles pour explorer trois scénarios d'évolution à moyen terme (horizon décennal) « qui illustrent les contradictions entre d'une part les contraintes et tendances à court et moyen termes et d'autre part les objectifs à plus long terme ».

IMAGE A LONG TERME

L'image à long terme s'appuie sur l'hypothèse d'un redémarrage de l'économie urbaine, et d'une convergence progressive de l'Afrique de l'Ouest vers la « norme » internationale des comportements. Ainsi on suppose :

- une croissance de la population urbaine régionale de 4,2 % entre 1990 et 2020 (6,3 % entre 1960 et 1990) avec un niveau moyen d'urbanisation qui passera de 40 à 63 % ;
- une croissance de la population rurale de 1 % l'an avec un effectif en augmentation de 40 % et le maintien de fortes migrations intrarégionales ;
- une croissance des effectifs salariés du secteur moderne moins forte que celle de la population et donc une décroissance de la population non agricole dans ce secteur. Ceci conduit à une croissance de 5 % l'an du secteur informel (50 % du croît démographique total) qui tend à se différencier ;
- le maintien de la croissance urbaine va impliquer l'émergence progressive d'une agriculture vivrière de rapport pour le marché à partir d'un taux urbain de 50 % ;
- l'augmentation des disparités sociales avec l'apparition d'un continuum social offrant tout un éventail diversifié d'activités et de revenus.

Outre ces hypothèses volontairement optimistes par rapport aux évolutions antérieures, on ajoute des hypothèses complémentaires sur l'évolution des ressources extérieures. La part des échanges internationaux de l'Afrique de l'Ouest restera prépondérante malgré un rapide développement de son commerce régional. Ainsi, l'étude suppose-t-elle une croissance de 3 % des exportations agro-alimentaires, de 4 % pour les produits énergétiques et une progression proportionnelle, au taux de croissance de la population, des autres exportations. Les autres paramètres des échanges extérieurs devraient converger vers le comportement « normal » mondial en 2020.

A partir de la matrice de comptabilité sociale en base 1990, les projections établissent une croissance du produit régional brut (PRB) à l'an 2020 de 4,6 % en moyenne et le PRB moyen par habitant atteint 1 200 \$ (soit 75 % de plus par rapport à 1990). La répartition sectorielle de cette croissance s'établit comme ci-après :

- Agriculture : 14 % du PRB ; une croissance de la valeur ajoutée de 3,2 % en moyenne (dont 2,6 % pour la production exportée hors de l'Afrique et 8,2 % dans la région).
- Secteur informel et intermédiaire : 23 % du PRB, baisse de la productivité par rapport au secteur agricole (1,5%).
- Secteur moderne non agricole : forte contribution au PRB (63 %), grâce au dynamisme des villes dont la part dans le PRB passe de 66 % en 1990 à 82 % en 2020. L'écart de productivité ville/campagne reste constant à 3,3 (tableau 1).

L'image intermédiaire de la région à l'horizon 2005 indique une sortie de crise (1990-2005) puis une phase de croissance soutenue (de 5 %) à partir de 2005, une fois « la crise des années 1980-1990 digérée et la profonde restructuration du peuplement et des économies engagée depuis les indépendances... bien avancée ». Le taux moyen de croissance du PRB devrait atteindre 4,1 % l'an entre 1990 et 2005. Ce taux est supérieur à celui de la démographie mais inférieur au taux du reste de la période. Au niveau géographique, le Nigeria reste le moteur de cette dynamique avec 5 % de croissance contre 3,8 % pour le reste de la région. Cette croissance reste tributaire des transferts et des échanges extérieurs mais elle doit favoriser le commerce régional dont le taux de croissance atteint plus de 10 % entre 2005 et 2020.

Cette dynamique de l'économie régionale s'accompagne d'une évolution différenciée des zones géographiques.

- Le groupe de pays autour du Nigeria (les pays du Golfe de Guinée)²⁴ constitue le poumon de l'économie régionale, mais le dynamisme de ce sous ensemble est conditionné par le rythme et la reprise de la croissance nigériane lesquels dépendent du règlement des tensions publiques (2,1 % par habitant du taux de croissance moyen contre 1,6 % pour le reste de la région).

²⁴ Côte d'Ivoire, Ghana, Togo, Bénin, Nigeria, Cameroun

- L'insertion dans la dynamique régionale des pays de la façade Atlantique²⁵, traditionnellement tournés vers le marché mondial, reste problématique. La marge de manœuvre des grands pays enclavés²⁶ restera étroite et leur avenir demeure lié à leur capacité d'exportation de la main d'œuvre et de produits agricoles vers la région.

Encadré 2 La matrice de comptabilité sociale

Les comptes démo-économiques établissent une vision de l'économie fondée sur les principaux groupes sociaux qui y contribuent, plutôt que sur des secteurs économiques. Ces comptes sont présentés dans une matrice de comptabilité sociale (MCS) : tableau carré dont les lignes et les colonnes retracent les ressources et les emplois des divers comptes considérés. La construction de cette matrice part de la dépense finale des diverses catégories de ménages et les administrations. A chaque catégorie de ménage urbain et rural identifiée dans la matrice de peuplement est affectée une dépense totale (provisoire), laquelle est répartie par poste et par origine, intérieure ou importée. De proche en proche on détermine les revenus qui expliquent cette dépense, les biens et services qui sont utilisés par les agents et les activités, les transferts qui assurent l'équilibre des comptes courants et de capital, etc. Par construction, la matrice est équilibrée : les revenus des agents (ménages et administrations) engendrés par le processus de production et les transferts sont égaux aux dépenses de ces agents.

Les données exogènes et de contraintes du système sont principalement les dépenses finales et intermédiaires, les flux de biens et services et les flux financiers entre le pays et le reste du monde (données tirées des balances de paiement).

Dans certains domaines comme les comptes du secteur public, l'image de l'économie réelle établie par la MCS est moins riche que celle présentée par la comptabilité nationale. Toutefois, elle est plus complète pour les relations offre/demande intérieure, l'identification des contributions du milieu urbain et du milieu rural à l'économie, la production et la consommation des biens et services non échangeables et la contribution du secteur informel à l'économie.

Source : Club du Sahel/OCDE (1998), Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest, une vision à l'horizon 2020, p. 41.

Tableau 1 : Produit régional brut et valeur ajoutée par secteur, économie réelle.
Afrique de l'Ouest, 19 pays (valeur en milliards de dollars)

	1960	1980	1990	2020	Croissance annuelle		
					60-90	80-90	90-2020
Valeur ajoutée agricole	13	19	25	66	2,4	2,8	3,2
Dont :							
- vers marché régional	0	0	0	4	1,1	- 1,8	8,2
- vers reste du monde	1	2	2	7	3 101	0,3	2,6
Valeur ajoutée non agricole	27	87	98	408	4,4	1,2	4,9
Dont :							
- moderne	24	75	78	300	4,0	0,4	4,6
- informelle	3	12	20	108	6,4	5,0	5,7
Produit régional Brut	44	118	132	507	3,8	1,1	4,6
PRB rural	27	37	39	75	1,2	0,6	2,2
PRB urbain	16	77	87	414	5,7	1,2	5,3
Productivité (\$US/habitant)							
- agricole	174	191	210	368	0,6	0,9	1,9
- informelle	428	473	413	571	- 0,1	- 1,3	1,1
- non agricole moderne	3 242	3 500	3 231	4 758	0,0	- 0,8	1,3

Source : Club du Sahel/OCDE (1998), Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest une vision à l'horizon 2020, p. 149

²⁵ Mauritanie, Sénégal, Gambie, Cap Vert, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone, Liberia

²⁶ Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Centre Afrique

LE JEU DE SCÉNARIOS A 10 ANS

L'étude explore aussi un jeu de trois scénarios (tableau 2) qui prend en compte les contraintes actuelles sans totalement écarter des choix volontaristes.

Le premier scénario, tendanciel, se caractérise par :

- une croissance rapide des grandes villes grâce à la maximisation des rentes internationales et de la consommation des biens importés à bon marché,
- un renforcement du poids du Nigeria compte tenu de l'importance relative de sa dotation en ressources naturelles dans la région,
- un risque de développement de l'économie illicite (drogue, contrefaçon...) à cause de l'épuisement des rentes traditionnelles dans certains pays.

La géographie économique de la région est marquée par la croissance plus rapide des zones côtières au détriment de l'hinterlands faute de production de richesse exportable. Dans ce scénario l'aide internationale se réduit à une gestion minimum du développement dont le but est de limiter les effets d'entraînement négatifs (émigration, drogue, pollution...) sur les économies développées et de contribuer à l'aide humanitaire, pour les zones les plus démunies. Il s'agit d'un scénario de laisser-faire qui peut déboucher sur une marginalisation de l'État et donc des risques de dérèglementation.

Le deuxième scénario, stratégie de croissance orthodoxe se détermine par :

- un développement des pôles sous une base libérale orthodoxe (exploitation des avantages comparatifs, acquisition progressive de nouveaux secteurs de compétitivité autres que les matières premières) ;
- le retour progressif de l'investissement privé, national et international parallèlement à l'amélioration de l'environnement.

Ce scénario se distingue du premier par de profondes modifications structurelles : séparation du marché et de l'État, renouveau de l'État avec le développement de la bonne gouvernance. Les pôles dynamiques bénéficient du soutien durable de la communauté internationale qui contribue au maintien d'un « niveau d'activité acceptable dans les villes pendant la phase d'acquisition de la compétitivité ». Mais cette évolution risque d'être contrecarrée par la marginalisation des zones à faible dotation de ressources naturelles ou politiquement instables. Ces pays peuvent constituer un facteur de déstabilisation de la région du fait de la forte pression migratoire qu'ils exerceront sur les pôles de croissance.

Enfin, **le troisième scénario** a la faveur des auteurs de l'étude : intégration comme préalable à une croissance durable. Il se détermine par :

- un effet d'apprentissage économique régional à travers le développement de petites et moyennes entreprises agricoles ou artisanales ;
- l'acquisition de la compétitivité sur un marché régional dont la gestion est collective.

La création du marché régional va s'accompagner dans un premier temps d'une baisse des grands flux commerciaux (protection de certaines filières ou réduction du commerce d'opportunité). Ceci aura pour conséquence une réduction du commerce intra-régional parallèlement au développement des productions locales ; pour la même raison, liée à l'apparition de possibilités de développement local, on devrait assister à l'ancrage local des populations avec pour conséquence une limitation des flux migratoires. Mais à long terme, compte tenu du caractère faiblement productif du développement des productions locales, la primauté du marché régional s'imposera à partir des substituts aux produits importés les plus attractifs ; l'émergence progressive d'entreprises moyennes et d'opportunités d'exportations régionales va concerner tous les pays, même si elle a lieu d'abord dans les pôles. Néanmoins, des mécanismes correcteurs, en matière d'investissement, devraient être mis en œuvre pour éviter un trop grand déséquilibre entre les pôles et les zones périphériques.

Malgré son caractère volontariste et réformateur dans ce dernier scénario, l'amélioration des niveaux de vie prendra du temps. En effet, la baisse des rentes commerciales et la hausse des

prix due à un certain degré de protectionnisme devraient conduire dans un premier temps à des tendances récessives. Ce schéma de croissance régionale vise à éviter des déséquilibres graves au sein de l'espace régional qui autrement auraient pu déboucher sur la violence.

Tableau 2 : Résumé des scénarios à l'horizon décennale

	Scénario 1 Extraversion et rente	Scénario 2 Orthodoxie des pôles	Scénario 3 Intégration régionale
Stratégie de croissance	Exacerbation de l'exportation des rentes internationales, parfois illicites	Stratégies de croissance libérale orthodoxe des pôles et stagnation des périphéries	Conquête prioritaire du marché régional
État et dynamiques sociales	Prédominance de la logique privée marchande, jusqu'au sein de l'État	Séparation et actions synergiques du marché et de l'État	Nouvelles dynamiques sociales et politiques, développant les solidarités régionales
Situation monétaire	Maximisation des opportunités créées par l'hétérogénéité monétaire	Autonomies monétaires, utilisées pour développer la compétitivité internationale	Renforcement de la comptabilité des systèmes monétaires au sein de la région
Stratégie de la communauté internationale	Résignation et laisser-faire : sécurité et minimum humanitaire	Ajustement keynésien et conditionnalité renforcée	Engagement de long terme et développement d'outils régionaux

Source : Club du Sahel/OCDE (1998), Pour préparer l'avenir de l'Afrique de l'Ouest, une vision à l'horizon 2020, p. 81.

L'étude de WALTPS n'a pas de vocation prescriptive, notamment au niveau national ; néanmoins ses auteurs avancent certaines recommandations et orientations stratégiques en direction des gouvernements ouest-africains et des agences d'aide. Parmi ces idées on peut relever :

- la mise en place d'une capacité africaine régionale et indépendante d'information et d'analyse économique, démographique et sociale, capable de conseiller efficacement les gouvernements de la région ;
- au plan des politiques économiques, une meilleure prise en compte du processus d'urbanisation et de restructuration de l'espace national par les réseaux urbains ;
- la définition d'une stratégie de conquête des marchés régionaux ;
- la nécessité de consentir des efforts très importants pour la formation, facteur de développement et d'intégration sociale ;
- la nécessité d'une réflexion sur la mobilisation d'importantes ressources financières dont aura besoin l'Afrique de l'Ouest au cours des prochaines décennies.

CONCLUSION

L'attention portée par WALTPS aux phénomènes démographiques et aux dynamiques induits par le tissu urbain a l'intérêt, d'une part de fournir des réponses convaincantes aux nombreuses interrogations pour l'avenir de l'Afrique touchant sa population et, d'autre part d'apporter une contribution à l'émergence de dynamiques endogènes c'est-à-dire d'un développement qui partirait de l'intérieur même des pays d'Afrique de l'Ouest.

Mais, ce choix méthodologique constitue en même temps la limite de cette étude dont l'ambition n'est pas de présenter pour cette vaste région hétérogène une prospective systémique. Celle-ci, au-delà de la simple décomposition analytique, permet de mettre en évidence les interactions et de dégager les dynamiques d'ensemble (Hugon, Afrique Contemporaine, 1988, n° 146). Par ailleurs, par sa vision positive de la ville et de l'urbanisation, l'étude semble mettre l'accent exclusivement sur les effets de concentration. Or la dynamique de l'agglomération ne relève pas

uniquement d'effet statique, de taille ou d'ampleur du stock disponible à un moment donné, mais aussi et surtout d'effets de réseaux, c'est-à-dire des possibilités qu'elle offre pour mettre en œuvre, avec des coûts de changements faibles, des réseaux d'activités à géométrie variable. En Afrique, les liaisons statistiques et les relations causales entre la croissance économique et la concentration urbaine sont loin d'être aussi évidentes que l'étude le suggère, à cause du caractère peu fonctionnel des villes africaines²⁷.

Enfin, en dépit du durcissement de la contrainte financière des pays d'Afrique, l'étude de WALTPS semble la minimiser. Or si le problème de la dette de l'Afrique peut être résolu à moyen terme, celui du financement de son développement ne le sera sans doute pas. L'expérience du financement extérieur de cette partie du monde soulève de nombreuses questions relatives à l'absorption du capital (le volume optimal de ce financement et les procédures de son octroi) et à l'impact réel des opérations de restructuration de la dette réalisées jusqu'ici. Ces questions sont importantes pour la prospective africaine.

²⁷ Akanni-Honvo A. et Léon A. « La croissance endogène régionalisée. Afrique Subsaharienne, Asie de l'Est et Pacifique », Revue Tiers Monde, n°155, juillet-septembre 1998.

1.5.

TERMES DE REFERENCE

TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'ÉTUDE

1. CONTEXTE

Dans le cadre de son programme de travail 1998-1999, la Mission d'Études, d'Évaluation et de Prospective (MEEP) (aujourd'hui, la Sous Direction de la Programmation et de l'Évaluation) doit conduire à une étude prospective sur "*l'Afrique au XXI^e siècle*" afin de retrouver une approche à moyen terme des économies et des sociétés africaines.

La Coopération française dispose pour l'instant d'une expérience limitée en matière d'études prospectives. On retiendra essentiellement les travaux de WALTPS réalisées par le Club du Sahel sur les "perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020".

L'étude sur "*l'Afrique 2020*", au sujet de laquelle la MEEP prépare les objectifs et les modalités, est donc destinée à renforcer les connaissances et à approfondir les compétences des services de la Coopération en matière d'études prospectives.

2. PROBLÉMATIQUE

Les objectifs de la demande d'ensemble visent à repérer les lignes de force de l'avenir du continent africain afin de mieux situer la prise en compte des priorités du développement, à définir plus précisément une approche de la Coopération française, au-delà de la zone francophone, à mieux dialoguer avec les autres intervenants, notamment les institutions financières internationales et les organisations intergouvernementales, et, enfin, situer les perspectives du développement de l'Afrique dans les grandes lignes de la mondialisation des économies.

Préalablement à la mise en place du dispositif de l'étude générale, il est apparu nécessaire de disposer d'un *état des lieux* des études existantes, des sites de recherche et des expertises compétentes dans ce domaine.

3. OBJECTIFS

L'objectif principal est d'avoir une présentation des *travaux réalisés par les organisations internationales et les centres de recherche en matière de prospective, notamment sur l'Afrique*.

Les quatre objectifs spécifiques sont donc les suivants :

1. *Recensement des études prospectives* internationales réalisées au cours de la dernière décennie ; le consultant fournira des éléments sur les suites réservées à ces études ;
2. *Identification des principaux centres*, publics et privés, de ces études ;
3. *Présentation des différentes méthodologies appliquées* ;
4. Répertoire des *expertises disponibles* en France et à l'étranger, en Europe et dans les pays du Sud.

Le consultant devra enfin proposer un canevas pour le déroulement de l'étude générale, la méthodologie à retenir, les compétences à mobiliser, avec un budget indicatif et un calendrier.

4. DOCUMENTS À PRODUIRE

Le consultant doit remettre un rapport en trente (30) exemplaires – accompagné d'une fiche résumé d'une page – comprenant les renseignements suivants :

- *fiches bibliographiques sur les études existantes* avec présentation de la méthodologie, descriptif des principales conclusions et des scénarios ;
- liste des réservoirs d'idées (*think tanks*) en matière de prospective internationale, français et étrangers, publics et privés, gouvernementaux ou universitaires, avec indication de leurs coordonnées (adresse Web), des noms des responsables, des centres d'intérêts, de leur revue et des principales productions ;
- note de présentation des différentes *méthodologies* actuellement utilisées ;
- *liste des experts* (de l'ordre d'une soixantaine) auxquels il pourrait être ultérieurement fait appel pour participer au comité de pilotage, pour mener des travaux de recherche spécifiques, pour des consultations, etc. Il conviendra donc de fournir pour chaque expert des informations succinctes sur son domaine de compétence, ses responsabilités, ses publications, ses interventions à des colloques, etc.

5. EXPERTISES, DÉLAIS ET COÛTS

La prestation du consultant est estimée à environ *vingt (20) jours/expert*. Elle peut être menée par plusieurs personnes, notamment avec la contribution d'étudiants thésards. Des missions à l'étranger ne sont pas envisagées.

Le délai de réalisation de l'étude est de trois mois, à compter de la date de notification. Le consultant devra soumettre un rapport provisoire.

Sigles utilisés

BNETD	Bureau national d'Études techniques et de Développement, Abidjan
CEPED	Centre français sur la Population et de Développement, Paris
CERED	Centre de recherche en Économie du Développement, Paris X, Nanterre
CIRAD	Centre de Coopération internationale en Recherche agronomique pour le Développement, Paris
DIAL	Centre de Recherche européen en Économie du Développement, Paris
FAO	Food and Agriculture Organisation, Rome
GEMDEV	GIS Economie mondiale, Tiers-monde, Développement, Paris
IFPRI	International Food Policy Research Institute, Washington
IFR	Institute for Futures Research, Stellenbosch, Afrique du Sud
INED	Institut national d'Études démographiques, Paris
IRD, <i>ex ORSTOM</i>	Institut de Recherche pour le Développement, Paris
ODI	Overseas Development Institute, Londres
SOLAGRAL	Solidarités Agricoles et Alimentaires, Nogent-sur-Marne, France

**Titres disponibles dans la collection
RAPPORTS D'ÉTUDE**

-
- Compétitivité du cacao africain. Analyse du marché mondial et des principaux producteurs. 1990
 - La compétitivité des bois d'œuvre africains. 1993
 - La compétitivité des cafés africains. 1993
 - Les systèmes d'épargne et de crédit décentralisés. 1994
 - La compétitivité de la filière textile en Afrique subsaharienne. 1995
 - Le secteur pharmaceutique commercial privé en Afrique. 1996
 - Compétitivité de la pêche maritime en Afrique. 1997
 - Le recouvrement des coûts dans le secteur de la santé. Bilan et perspectives. 1999
 - Un bilan de la prospective africaine. 2000
 - Volume 1 : Synthèse (92 p.)
 - Volume 2 : Annexes (356 p.)
-

